

## EN AVANT POUR UNE DÉMOCRATIE MODERNE et par conséquent SOCIALISTE



**L**a bataille spectaculaire du référendum — au cours de laquelle nous avons adopté des positions nettes que nous ne regrettons certes pas — a, entre autres inconvénients, masqué l'importance des véritables problèmes : le niveau de vie des travailleurs, les salaires et les prix, la durée du travail, le logement, la réforme de l'enseignement, la construction d'une authentique démocratie et, par-dessus tout, la paix et le désarmement contrôlé.

Ce qu'attendent les électeurs et les électrices — les jeunes en particulier — ce n'est pas uniquement des débats sur la Constitution, c'est encore moins des discussions théoriques sur un lointain avenir, mais des réponses concrètes et claires aux questions qui se posent aujourd'hui ou vont se poser dans un très bref délai.

Nous nous efforçons de les leur apporter.

### Niveau de vie des travailleurs et des retraités

L'expansion économique dont on nous parle tant n'a pas amélioré leur situation, comme celle des privilégiés : la hausse des valeurs mobilières a revenu variable a été depuis 1958 dix à quinze fois plus élevée que celle des salaires nominaux (qu'il ne faut pas confondre avec les salaires réels) et, à plus forte raison, que la retraite des vieux.

Le développement peut et doit être accru, si on procède à des investissements utiles au lieu de gaspiller de l'argent dans de folles entreprises.

Le S.M.I.G. et la retraite des vieux doivent varier non seulement en fonction de l'évolution des prix, mais aussi en fonction du revenu national : ainsi la production de richesses supplémentaires ne profitera pas presque exclusivement aux capitalistes.

### Diminution de la durée du travail

Les progrès techniques doivent permettre d'envisager le retour aux 40 heures sans diminution de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'allongement de la période des vacances, le relèvement de l'âge de la scolarité obligatoire.

Un gouvernement digne de ce nom engagerait immédiatement des pourparlers avec toutes les organisations syndicales en vue d'accords sur la

date de ces réformes non seulement justes, mais indispensables pour maintenir le plein emploi.

### Attention au chômage pour demain

Il faudra en effet prévoir des débouchés :

1) Pour les jeunes nés au lendemain de la Libération qui se présentent en nombre croissant sur le marché du travail ;

2) Pour ceux des rapatriés d'Algérie qui décideront de rester en France et dont l'adaptation ne doit plus être laissée au hasard, comme c'est le cas aujourd'hui ;

3) Aux jeunes qui seront astreints à un service militaire d'une moins longue durée ;

4) Aux travailleurs agricoles qui quittent et quitteront les travaux de la terre pour ceux de l'industrie et du commerce, et aux travailleurs des secteurs industriels en déclin dont il faut prévoir à l'avance le reclassement, pour éviter des drames comme celui de Decazeville.

Si on ne prend pas des mesures urgentes à la fois pour accroître le développement économique et pour diminuer la durée du travail, on risque de graves catastrophes.

### Démocratisation de l'enseignement

Il ne suffit pas de constater que l'accès de l'enseignement supérieur, et même de l'enseignement du second degré, n'est ouvert qu'à une dérisoire minorité de fils d'ouvriers et de paysans. Il faut mettre fin à ce scandaleux privilège de classe, si justement dénoncé par nos jeunes amis de l'U.N.E.F. Lorsque j'étais ministre de l'Éducation nationale, j'avais préparé un projet de loi, qui est plus actuel que jamais.

Si je suis élu, je m'efforcerai de le faire triompher. Cela signifie que des crédits importants seront consacrés aux investissements intellectuels : enseignement de tous les degrés, y compris l'enseignement technique et les centres d'apprentissage si négligés actuellement, laboratoires, nombre de maîtres à accroître, classes moins nombreuses et équipement sportif (stades, piscines, etc.) non moins important.

### Logements

Il faut construire surtout des logements locatifs à la portée des bourses modestes et accorder aux habitants de nos communes un pourcentage plus important de ces logements, lorsque l'Office départemental d'H.L.M. et la C.S.S.E. des dépôts et consignations procèdent à des réalisations sur leur territoire.

### La force de frappe contre l'intérêt national

Mais on ne peut pas tout faire à la fois.

Gouverner, c'est choisir.

On ne pourra pas consacrer au plein emploi, à la démocratisation de l'enseignement, au logement, à l'éducation physique, les sommes très importantes qui sont nécessaires, si on engloutit des milliers de milliards, au nom d'une fausse conception de la grandeur nationale, à créer une illusoire et dangereuse force de frappe.

Pour assurer la paix du monde, pour éviter de scandaleux gaspillages,

rien n'est plus important que de lutter en permanence contre l'utilisation à des fins militaires de l'énergie nucléaire. C'est une des tâches essentielles auxquelles j'entends me consacrer, au sein du Parlement si je suis élu, et, en tout état de cause, dans le pays.

### La paix

Si la France donnait l'exemple de l'utilisation uniquement pacifique de l'énergie atomique, elle pourrait lancer avec efficacité le message de paix par le désarmement contrôlé que tant de peuples, qui se souviennent encore du rôle qu'elle a joué dans le monde, attendent d'elle.

### L'Europe

Pour cela, elle devrait dire nettement qu'elle ne songe pas à bâtir l'Europe en exaltant la grandeur militaire allemande dans les écoles d'of-

par

Edouard DEPREUX

ficiers d'outre-Rhin, en ne la limitant pas à six nations, en ne l'orientant pas contre une autre partie de cette Europe, ou contre un autre continent, en y voyant une étape vers les États-Unis du monde. Sur le plan économique, il faut opposer à l'Europe des trusts ou de « laisser faire », l'Europe des travailleurs des villes et des campagnes, décidée à coexister pacifiquement avec les autres parties du monde.

### Que doit être la démocratie moderne ?

Ni la V<sup>e</sup> République, ni le retour à la IV<sup>e</sup>, dont j'ai toujours combattu la détestable politique de guerres coloniales (Indochine et Algérie), les compromissions, les apparentements, l'instabilité, etc.

On doit prévoir un gouvernement de législature, c'est-à-dire un gouvernement ayant la même durée que l'Assemblée nationale élue au suffrage universel, et que le plan d'équipement, afin d'assurer une liaison entre le politique et l'économique ; un recrutement plus démocratique et l'extension des pouvoirs du Conseil économique et social qui, comme seconde Assemblée, remplacerait le Sénat ; une démocratisation de la planification économique, aussi bien en ce qui concerne l'élaboration que les buts et les objectifs poursuivis ; la création de conseils économiques et sociaux régionaux participant à la préparation et surveillant l'exécution du plan ; des pouvoirs réels accordés aux comités d'entreprise et aux sections syndicales, permettant la démocratie à la base.

### Pas de démocratie réelle si le capitalisme garde les leviers de commande

Les meilleures institutions, limitées au domaine politique, sont impuissantes à asseoir la démocratie sur des bases solides, si la minorité capitaliste conserve la direction du crédit, des industries-clés, et indirectement de la presse et de la radiotélévision. La vraie bataille politique est une bataille sociale : il s'agit de sa-

voir si les leviers de commande de l'économie appartiennent à une minorité privilégiée ou aux représentants des travailleurs, des consommateurs et de l'intérêt national.

### Sur quelles forces sociales faut-il s'appuyer ?

Pour faire aboutir les réformes de structure indispensables, il faut s'appuyer sur l'union des forces populaires : ouvriers, employés, travailleurs de l'État et des industries nationalisées, étudiants, jeunes agriculteurs, intellectuels, démocrates sans défaillance.

Hors de là, il n'y a qu'illusions. Cela signifie qu'il faut résolument barrer la route non seulement à l'U.N.R. et à ses alliés avoués ou honteux, mais à tous les hommes qui incarnent la réaction et la conservation sociale, qu'ils aient voté OUI ou NON au référendum.

L'alliance des socialistes et des conservateurs est une folie.

Si le régime anglais fonctionne normalement, c'est parce que soit les socialistes, soit les conservateurs, sont au gouvernement et les autres dans l'opposition, mais qu'ils ne gouvernent pas ensemble pour se condamner mutuellement à l'impuissance.

### Les candidats en présence dans notre circonscription

Je me garderai de toute polémique personnelle. Le débat doit rester digne et se situer sur le plan politique.

LEVOL est candidat communiste. Je suis socialiste et non communiste, parce que je crois que le socialisme a plus de chances de vaincre le capitalisme dans les pays économiquement avancés et s'appuyant sur des traditions de démocratie imparfaite, mais préférable au pouvoir personnel ou à la dictature. J'ai eu l'occasion de discuter à ce sujet avec des dirigeants communistes français et étrangers, jusque et y compris au Kremlin, à Moscou. Ce n'est pas l'enjeu de l'actuelle campagne électorale.

DOLIVET est, comme en 1958, le candidat de la S.F.I.O. Il y a quatre ans, alors qu'il était arrivé derrière moi et que les observateurs unanimes pensaient que, seul, je pouvais triompher de M. Poutier, alors candidat de l'U.N.R. et de toute la droite, il s'est maintenu. Il a assumé une autre responsabilité grave en se faisant réélire, en 1959, maire de Fontenay-aux-Roses, dès le premier tour, sur une liste groupant toute la droite sans exception. Nous combattons résolument de telles alliances, comme celles que pratique la direction de la S.F.I.O. et qui provoquent la révolte de beaucoup de ses militants, dans la Seine-et-Oise, où elle fait même voter pour des députés ayant voté « l'amendement Salan », et dans le Nord, où elle cautionne M. Motte et M. Paul Reynaud, hommes de droite s'il en fut, en particulier sur le plan social. Est-il logique, quoi qu'on puisse penser du P.S.U., de présenter un candidat contre moi, alors qu'on n'en présente pas contre les personnalités les plus représentatives du patronat de combat ?

De M. GULDNER, candidat M.R.P., je dirai peu de choses : il s'est toujours comporté en homme de droite, ce que ne veulent pas être les membres de son « Mouvement », et il a fâcheusement, à Sceaux, porté

(Suite en page 12)



## L'imposture

QUE dire de M. Frey qui doit solliciter, dans le XII<sup>e</sup> arrondissement, le suffrage des électeurs ? Les affiches U.N.R. parlent déjà pour lui. On s'est demandé, d'ailleurs, à ce propos, d'où venaient les fonds nécessaires pour louer ces énormes panneaux, habituellement très coûteux.

Le XII<sup>e</sup> arrondissement sera peu fréquentable après onze heures du soir. On ose à peine le croire, tellement on s'est habitué à rencontrer dans les rues des patrouilles de police en lutte contre les Algériens : eh bien ! oui... des voitures sillonnent les rues, chargées de policiers en armes et de chiens de combat qui arrachent les affiches et attaquent les militants des partis qui le combattent.

C'est M. Frey qui passe.

Sa victoire est tellement certaine qu'il a besoin de tout cet attirail de

la force publique. Il est tellement maître de la puissance publique qu'il est obligé de demander au peuple de l'en investir.

C'est cela le drame de l'U.N.R. C'est là où le théâtre de Malraux au Palais de Chaillot devient piteux. Juste au point où ces hommes sont obligés de venir demander au peuple un pouvoir dont le peuple sait maintenant qu'il se tournera contre lui.

## La visite, chez grand-père

**EXTRAIT** de l'article d'Henri Marque dans *Candidat* :

« Le général avait si bien tout prévu qu'il avait même envisagé de ne pas réussir. C'était alors le retour à Colombey. Il l'avait dit au dernier Conseil :

« — C'est peut-être un Conseil d'adieu.

« — Mon général, fit Pisani sans penser à mal, nous irons vous voir à Colombey.

« — Certainement pas, répondit vivement de Gaulle. Je ne verrai personne. »

## Le lapsus

NOUS lisons *Le Figaro* avec curiosité, jusqu'à présent. De temps à autre, nous trouvons une ou deux étincelles. Ainsi, voilà six mois, François Mauriac a appelé le P.S.U. un « ectoplasme ». Puis, *Le Figaro* fait le silence sur nos prises de position et nos actions. Le voile s'est levé doucement.

Soudain, le 1er novembre, apparaît un dessin. Il montre un électeur P.S.U. qui dit « non » en mettant une enveloppe « oui » dans l'urne. La légende : la P.S.U.S. évoque péniblement le mot latin « lapsus », tiré des pages roses du Larousse : « lapsus linguae » : oubli de la langue, erreur de langage.

Le titre du dessin : « Congrès P.S.U. à Alfortville, le 1er novembre », nous apparaît pourtant comme un « lapsus ». Car nous supposons que les services de la rédaction du *Figaro* ont appris, en lisant notre journal, que le congrès était reporté à une date ultérieure.

## L'O.A.S. - U.N.R.

NOUS avons décrit, dans le numéro précédent de *T.S.*, comment treize camarades de la dix-huitième section avaient été interpellés et matraqués par des inconnus. Après quoi, leur voiture avait été détériorée et, naturellement, les affiches qu'ils venaient d'apposer, lacérées.

Nous avons hésité à qualifier ces inconnus. Nous n'osions pas penser, dans notre innocence, que M. Sanguinetti permettrait à ses sbires d'agir aussi déloyalement envers ses adversaires politiques.

Il utilise donc les services de la police à des fins personnelles et non plus publiques : la publicité de sa candidature. Alors qu'il ne dirige plus l'action de ces services, à partir du ministère de l'Intérieur.

Il y a, d'abord, un abus de pouvoir. Ensuite, il y a la certitude, pour nous acquise maintenant, que les candidats U.N.R. sont décidés à arracher leur élection avec un acharnement qui n'est comparable qu'à celui de l'O.A.S. pour obtenir, autrefois, satisfaction.

Le plastic ne pouvant être — jusqu'à présent — déceintement utilisé contre ses adversaires, l'U.N.R. détournera la police de son devoir au même titre que l'O.A.S. a détourné l'armée à ses fins utopistes.

Les militants du parti signaleront les agressions qui se renouvelleront au candidat présenté par leur section, pour que celui-ci puisse juger de l'opportunité d'une plainte devant le procureur de la République, qui serait déposée par lui contre le député U.N.R. de sa circonscription et, à travers lui, contre Frey.

La publication du dépôt de plainte dans la presse sera aisée.

Et la contradiction pourra être portée, mieux, par nos candidats dans les réunions de l'U.N.R.

## L'ironie

*Le Figaro* rapporte, en ce jour de Toussaint, qu'un certain Jean Brunet a été arrêté pour appartenance à un réseau O.A.S. de la Sûreté nationale (ce qui infirme, entre parenthèses, toutes les assurances données par la préfecture de police sur la disparition des sympathisants O.A.S. dans le corps de la police). *Le Figaro* souligne surtout que c'est Brunet qui fit, « ô ironie », les affiches du P.S.U.

Et, en effet, il y a de l'ironie dans cette situation.

Et nous sommes étonnés de lire dans ce journal la reconnaissance éclatante de la raison même de notre action : la lutte contre le fascisme, dont il nous fait, d'un seul coup, les combattants exclusifs.

Ce qui est excessif...

## Démission des maires S.F.I.O. dans le Nord

PLUSIEURS maires socialistes du Nord viennent d'adresser leur démission au préfet du département : Eugène Thomas, au Quesnoy ; Bruneel, à Ghynelde, etc.

La raison ? Tandis qu'ils s'étaient prononcés pour le « non », une majorité de leur commune, et parfois une forte majorité, s'est prononcée pour le « oui » au référendum du 28 octobre.

Ce ne sont malheureusement pas des cas exceptionnels pour les communes du Nord, administrées par des socialistes S.F.I.O.

Citons notamment :

Lille (maire : Augustin Laurent) : oui, 61.260 ; non, 30.371.

Roubaix (maire : Provo) : oui, 34.250 ; non, 18.205.

Cambrai (maire : Gernez) : oui, 10.811 ; non : 5.277.

Maubeuge : oui, 7.840, non, 4.297.

Et, dans le département voisin, au chef-lieu, dont le maire n'est autre que Guy Mollet, on enregistre :

oui : 11.901 ;  
non : 7.195.

Ces constatations sont pénibles. Mais ces résultats sont-ils tout à fait surprenants ?

Non, sans doute. Car il n'est pas facile de remonter la pente lorsqu'on a préconisé le ralliement à de Gaulle en 1958, lorsque, pendant trois ans au moins, on a présenté le régime de la V<sup>e</sup> République comme un brillant progrès de la démocratie, en termes peu différents de ceux de la propagande gaulliste. Le corps électoral ne suit pas toujours aisément ces retournements.

## Leur unité

ON sait que de Gaulle a prétendu effacer les divisions politiques et rassembler le peuple français autour de sa personne. A en juger par les résultats du référendum, il a surtout réussi à créer une situation politique plus confuse que jamais.

A-t-il au moins réussi à mettre de l'ordre dans ses propres troupes ?

Dans l'Ain, circonscription Bellay-Nantua, on enregistre deux candidatures gaullistes, avec investiture authentiquement gaulliste :

— celle de M. Montmasson est patronnée par l'U.N.R. ;

— celle de M. Boccadoro est patronnée par l'Association pour le soutien au général de Gaulle, c'est-à-dire le mouvement que Malraux lui-même a présenté mardi dernier au Palais de Chaillot.

Curieux rassemblement !

### Le billet de Jean Binot

## L'AVEU

Il est des réponses que l'on n'invente pas — des réponses qui sont des aveux — ainsi celle que je vous rapporte toute chaude.

Dans un petit village perdu, à la mairie, sur le coup de sept heures du soir, ce dialogue :

Le contradicteur (un inconditionnel) : « Ainsi vous refuseriez que nous élisions nous-mêmes le président de la République ! (avec une moue de mépris). Vous nous croyez tout juste bons à élire des députés ! Ah ça ! vous vous prenez pour des idiots ? »

Le candidat (un peu plus tard) : « Si vous trouvez que le référendum est le signe suprême de la démocratie, pourquoi ne pas l'utiliser pour trancher d'autres grandes questions : pour ou contre la force de frappe par exemple ? »

Le contradicteur (indigné) : « Démagogie, monsieur, démagogie ! Les trois quarts des Français sont des idiots et par conséquent incapables d'exprimer un avis là-dessus. »

Je n'oserais tout de même pas imiter mon inconditionnel et prétendre que ceux qui ont répondu oui à Mon général sont des... Comment dites-vous ?

**POUR  
25 NF  
seulement**



Tribune Socialiste vous offre un volume relié (prix à la mise en vente : 60 NF).

## HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE

par JOEL CARMICHAEL

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24 x 31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustration d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront profiter de cette offre — car il ne reste plus que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-dessous à notre service littéraire, La Librairie PILOTE - 30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup> (avec faculté de retour dans les 48 heures).

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.) 30, rue de Grenelle PARIS-7<sup>e</sup>.

Veuillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE pour le prix de 25 NF. au lieu de 60 NF. que je règle ci-inclus en un O mandal O chèque O chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.) à votre compte 13206 31. Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

**Bulletin d'abonnement  
TRIBUNE  
SOCIALISTE**

NOM .....  
Adresse .....

**Désire s'abonner**

Pour une durée de  
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien .....	30 NF
1 an .....	19 NF
6 mois .....	10 NF
3 mois .....	5 NF

Signature : \_\_\_\_\_

54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. PARIS 5826-65

**ON VOUDRAIT  
TOUT SAVOIR**

**LA COLLECTION  
QUE  
SAIS-JE ?**

**A RÉPONSE  
À TOUT**

**1000 TITRES**  
NF 2.50 CHEZ VOTRE LIBRAIRE

**L'UNIVERSITE  
POPULAIRE**



# LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE :

## C'est le capitalisme des aventuriers

**L**ES députés U.N.R., en quête de réélection, développent aujourd'hui un thème un peu surprenant dans leur bouche. Ils disent aux électeurs : « réalisez-nous, puisque de Gaulle a réglé la question algérienne ». On pourrait ironiser sur la part minime que les députés du général ont pris à ce règlement : ils n'étaient même pas tenus au courant. Mais enfin il vaut mieux prendre la question au fond : de Gaulle a fait la paix, c'est vrai, mais quelle paix, et comment ?

En juin 1958, juste après avoir ramené au pouvoir par l'insurrection illégale des militaires et des ultras d'Algérie — insurrection organisée et coiffée par ses partisans, Debré, Delbecq, Biaggi —, de Gaulle déclarait à la foule algérienne, du balcon du gouvernement général : « Je vous ai compris ». Ce qui, pour les gaullistes, signifiait sinon forcément l'intégration, du moins le maintien indéfini des rapports de domination coloniale. Relisez d'ailleurs non seulement les textes mais aussi les noms des députés U.N.R. élus en novembre 1958 : Debré, Soustelle, Biaggi, Delbecq. La plupart étaient « Algérie française », tous repoussaient avec des cris d'horreur l'idée d'une négociation avec le F.L.N. Personne ne protesta à l'U.N.R. quand M. de la Malène, bras droit de M. Debré, prépara un projet de loi punissant comme un délit de droit commun tout appel à cette négociation.

D'ailleurs, à cette époque, les hommes de l'U.N.R. étaient en plein accord avec l'Elysée : car le général de Gaulle excluait lui aussi toute idée de négociation avec le F.L.N. Sans doute n'était-il pas partisan de l'intégration et de l'Algérie française, qu'il considérait comme utopique. Mais que faisait-il ? Il donnait pleins pouvoirs aux militaires pour écraser le F.L.N. Et à quels militaires ? Le général Challe, nommé à la place de Salan. En 1959 et 1960, le plan Challe fut une tentative systématique — plus systématique encore que sous Lacoste — pour détruire le F.L.N. par tous les moyens : opérations militaires multipliées (Jumelles, Pierres précieuses, etc.), arrestations en masse, tortures organisées par le Commandement, formation des camps de regroupement qui rassemblèrent près de deux millions de paysans arrachés à leurs douars et déportés dans des conditions épouvantables. Jamais la guerre d'Algérie ne fut plus cruelle, plus coûteuse, plus absurde donc que dans les deux premières années du régime gaulliste. La recherche d'une troisième Force algérienne — la grande pensée de l'Elysée — s'avérait encore plus illusoire et encore plus sanglante que les mythes du 13 mai.

Les occasions pourtant n'ont pas manqué d'abrégé le conflit : après l'échec de l'émou-

te des barricades, en janvier 1960. Ou après l'effondrement du putsch militaire Challe-Salan, en avril 1961. Les forces qui s'opposaient le plus violemment à la négociation avec le F.L.N. avaient été battues et la voie semblait libre. Mais de Gaulle ne s'engageait pas : un mois après l'échec des barricades, en février 1960, c'est la tournée des popotes et l'encouragement à la répression militaire la plus brutale. Et après la reddition de Challe, en avril, il attend jusqu'au début d'automne pour faire la concession saharienne qui seule permet une négociation véritable avec le F.L.N.

Et pendant toute cette période, ce sont les violences de la police de M. Frey contre les milliers d'hommes et de femmes qui manifestaient dans les rues de Paris pour que s'ouvre la négociation avec le F.L.N. : ce sont les matraquages du 28 octobre 1960, de décembre 1961, ce sont les morts du métro Charonne de février 1962. Comme si le pouvoir redoublait de violence contre les partisans d'une paix négociée au moment même où les événements témoignaient de leur lucidité.

Ainsi, les choses sont bien claires pour tout le monde, sauf pour les inconditionnels du gaullisme : la réalité des choses — et, d'abord, la résistance du F.L.N. et la pression de l'opinion en France — a peu à peu obligé de Gaulle à régler le problème algérien par une négociation bilatérale que le P.S.U. réclame depuis sa fondation, et que le pouvoir a longtemps, trop longtemps, refusée. C'est pourquoi, sans sectarisme de parti, nous avons salué cette négociation et cette paix. Mais nous interdisons au régime du 13 mai de s'en prévaloir : ses mensonges successifs sur l'Algérie n'ont pas seulement démoralisé une partie de l'opinion ; ils ont favorisé le développement du terrorisme fasciste de l'O.A.S., dont d'ailleurs le pouvoir gaulliste n'a cessé de se servir dans un double but : pour faire pression sur le F.L.N. mais aussi pour conserver en France une justification, ou une apparence de justification à la dictature d'un homme.

Car voilà où nous en sommes sur le plan intérieur, quatre ans et demi après le 13 mai : la dictature d'un homme. L'U.N.R. nous dit : c'est la stabilité gouvernementale, extraordinaire conquête du régime. Voyons cela.

Et d'abord une précision : le P.S.U. n'est pas contre la stabilité gouvernementale. Au contraire. A la différence des organisations groupées dans le cartel des non, et du parti communiste qui s'est mis à leur remorque au nom de « l'union des républicains », notre parti partage et approuve le refus populaire

d'un éventuel retour aux mœurs de la IV<sup>e</sup> République. Il est soucieux, comme le montre son programme, de se situer non pas en deçà de la V<sup>e</sup> République, mais au-delà.

Cela dit, où est la stabilité gouvernementale dans le régime actuel ? Bien des ministères — et des plus importants, comme celui de l'Education nationale — ont changé plusieurs fois de titulaire depuis quatre ans : à peine un plan de réforme était-il mis au point que le titulaire provisoire de la rue de Grenelle devait abandonner son poste à la suite d'un conflit avec l'Elysée. N'est-ce pas, M. Bouloche ? N'est-ce pas, M. Sudreau ? Et il s'agit là sans doute d'une des deux ou trois questions essentielles pour l'avenir du pays : la démocratisation et la modernisation de l'enseignement.

On va répondre : bon, mais il y a de Gaulle. Mais précisément, en disant cela, les fidèles du général mettent l'accent sur l'extraordinaire faiblesse du régime qu'ils soutiennent ; pratiquement, il n'y a plus d'institutions, il y a un homme. C'est une curieuse conception du progrès que de revenir ainsi aux formes les plus anachroniques et les plus mystificatrices du pouvoir politique.

Or, cette évolution ne peut plus échapper à personne. L'homme que le général de Gaulle a nommé premier ministre au printemps 62 n'est pas seulement le directeur d'une grande banque privée ; c'est aussi un personnage qui n'a jamais été investi par le suffrage universel et qui n'a d'autres titres dans sa haute fonction que la confiance personnelle du président de la République. Le gaullisme, c'est de moins en moins une politique. C'est de plus en plus une petite équipe d'hommes sans mandats qui s'installent dans la République.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le dire que nous n'avons jamais approuvé le 13 mai, ni les institutions élaborées conjointement par MM. Mollet et Debré en été 1958 : il est quand même très inquiétant pour l'avenir du pays que la plupart des hommes politiques qui ont approuvé à l'époque cette constitution, et l'unanimité des grands corps du pays en dénoncent aujourd'hui la violation permanente par le pouvoir. En d'autres termes, la V<sup>e</sup> République, c'était le capitalisme des notables. La V<sup>e</sup>, c'est le capitalisme des aventuriers.

Le P.S.U. appelle les électeurs à refuser leurs suffrages aux candidats du gaullisme et à ceux du passé, et à voter pour l'union des forces socialistes de ce pays, pour une République des travailleurs.

André Delcroix.

Lecteurs de « TRIBUNE SOCIALISTE » vous devez lire et faire lire...

## LES F.T.P. de Charles Tillon

1940/1944, années de souffrances et de deuils pour la France, mais alors que certains s'abandonnent au désespoir et à la résignation, que d'autres bâtissent des fortunes sur le malheur de leurs compatriotes, que d'autres encore accueillent comme une « divine surprise » cette instauration d'un ordre nouveau, imposée par l'étranger et collaborent avec l'envahisseur hitlérien, le Peuple de France dans son immense majorité, sans distinction de classe et de religion, organise la résistance à l'oppressur. Charles TILLON, ancien Commandant en chef des F.T.P., dans un livre de 700 pages, a retracé l'épopée de ceux qui furent à la fois la masse et l'avant-garde de la résistance intérieure ; les francs-tireurs et partisans français.

Cet ouvrage écrit dans un style vif, alerte, enthousiaste, qui en rend la lecture plus passionnante que le meilleur des reportages, vous fera revivre la lutte ardente de ces Français qui acceptaient le sacrifice de leur vie pour des « lendemains qui chantent ». Vous suivrez jour après jour l'action de cette résistance populaire profondément enracinée dans le peuple fran-

çais qui, répudiant tout attentisme, commença dès l'armistice de 40 pour se terminer par l'embrasement final de l'insurrection de juillet-août 1944.

Vous participerez à cette lutte acharnée et sans répit des F.T.P. Conquête par la force sur l'ennemi des armées que Londres refuse de leur livrer. Grèves, neutralisation des « col-labos », sabotages (par dizaines de milliers) du potentiel de guerre allemand, attentats, guérillas, combats de rues ou de maquis, insurrection nationale.

Lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE « Les F.T.P. » de Charles TILLON vous fera vibrer tour à tour d'enthousiasme, de colère et d'espoir. D'espoir en l'avenir d'un peuple qui sut, il y a 18 ans, dire NON au fascisme.

Profitez des conditions exceptionnelles qui vous sont offertes (franco de port et d'emballage, faculté de retour) en retournant dès aujourd'hui ce bon à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle ; mais hâtez-vous, car le tirage est en voie d'épuisement et les commandes seront livrées dans l'ordre de leur arrivée. (1 vol. 700 pages sous jaquette couleur ; 27 NF.)

ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs  
Partisans Français

### HOMMAGE DE LA PRESSE

Important ouvrage... documentation extrêmement précieuse. (L'HUMANITE) — Charles Tillon a bien servi l'histoire de la résistance. (LETTRES FRANÇAISES). — Irréfutable... (FRANCE D'ABORD). — Enthousiasmant... lire les F.T.P. c'est non seulement revivre une page héroïque de notre pays, c'est aussi mieux comprendre les événements d'aujourd'hui. (VIE OUVRIERE). — Les preuves ont remplacé les affirmations. (LIBERATION). — Plus qu'un témoignage, une monumentale histoire. (COMBAT). — Charles Tillon dégage le véritable caractère de cette Libération. (HUMANITE-DIMANCHE). — Son récit nous concerne tous. (FRANCE-OBSERVATEUR).

**BON**

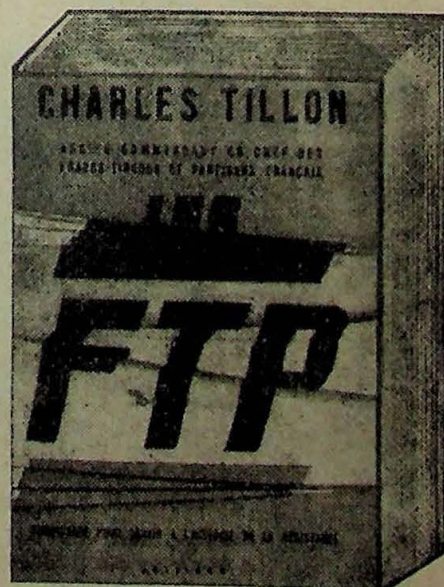
à adresser à la Librairie PILOTE (Service littéraire de Tribune Socialiste), 30, rue de Grenelle, PARIS (7<sup>e</sup>).  
Veuillez m'adresser aux conditions exceptionnelles mentionnées dans votre annonce « LES F.T.P. » de Charles TILLON. Veuillez trouver ci-inclus libellé au nom de la Librairie PILOTE  chèque bancaire  chèque postal  chèque postal à votre compte n° 13.905.01 PARIS (ci-joint)  mandat de 27 NF.

Nom .....

Signature .....

Adresse .....

N° C.O.P. ou bancaire .....





# LA FEMME: Une victime de l'injustice sociale

**M**OI, je ne fais pas de politique, j'ai bien assez à faire sans cela. » Combien d'entre nous ont entendu cette phrase de la bouche d'une camarade d'atelier, de bureau, ou de celle de la ménagère, harassées les unes et les autres par leur travail quotidien ?

C'est cette affirmation apparemment tellement logique et si répandue que je voudrais tenter de réfuter en vous demandant, amies lectrices, d'y réfléchir avec moi.

Pouvez-vous imaginer une transformation de votre vie dans les désordres et l'injustice où nous vivons ? Il ne suffit pas de constater, « les choses étant ce qu'elles sont » ; il faut étudier quelles sont les modifications profondes que nous pouvons et devons apporter à notre société.

Depuis que son existence a été profondément transformée par son accession au travail salarié, la femme est-elle plus heureuse ? En fait, le problème est là. Si nous nous penchons sur les très nombreuses enquêtes faites en ce sens, il semble bien que non :

La ménagère, à des degrés divers, selon ses ressources et le nombre de ses enfants, est harassée par des tâches infinies que ne réglemente aucune législation sociale, et qui ne la font accéder à aucune qualification professionnelle. Isolée, ignorant la solidarité créée à l'usine ou au bureau, dépendante financièrement de son mari, elle ressent souvent comme une dégradation cette sorte d'esclavage domestique.

La salariée est-elle plus satisfaite de son sort ? Certainement pas. Au départ, une injustice : la formation professionnelle technique des jeunes filles est nettement défavorisée par rapport à celle des jeunes gens : moins d'écoles, un éventail de métiers infiniment moins important, d'où conséquence immédiate de cet état de choses : une masse de main-d'œuvre féminine sans aucune spécialisation, apte aux travaux purement automatiques, sans exigence de salaires, et sans débouchés. La coutume d'utiliser la main-d'œuvre féminine comme main-d'œuvre d'appoint, dont

on peut disposer selon les oscillations de la conjoncture, décourage également les travailleuses en les empêchant de s'intégrer à la vie économique et laisse la porte ouverte à toutes les exploitations.

Des femmes salariées satisfaites de leur activité professionnelle il y en a également, mais, en fait, qu'ont-elles gagné ? Une considération accrue et l'indépendance matérielle ; mais que sont-elles devenues ? Un être qui doit penser à tout : à son travail, à ses enfants, à son foyer, à son menu, à ses achats, celle qui doit aller toujours plus vite et à qui l'on demande encore d'être la femme douce et prévenante pour les siens, fraîche et soignée comme le recommandent les magazines.

Vous êtes-vous interrogé sur la tâche des femmes à la campagne, sur les raisons de leur exode, car elles sont plus nombreuses que les hommes à abandonner l'agriculture et à venir chercher un nouveau mode de vie dans les grandes agglomérations urbaines ?

Que d'insatisfactions profondes révèlent ces enquêtes. Récemment, Simone de Beauvoir a écrit « que les femmes constituent un sexe économiquement sous-développé ». C'est très évident, et, que ce soit par manque d'intérêt de la majorité des emplois féminins, insuffisance de la formation professionnelle ou mauvaises conditions sociales, il est indéniable que la condition féminine est très défavorisée dans notre société actuelle.

Quels remèdes apporter ?

Concrètement notre action commune peut revêtir plusieurs formes :

— assurer l'indépendance de la femme sur le plan légal, par la réforme du Code civil et du régime matrimonial en lui permettant de gérer elle-même ses biens ;

— la libérer de la hantise d'une famille trop nombreuse par le « contrôle des naissances » ; à l'enfant imposé succéderait l'enfant désiré. Les progrès de cette idée se heurtent encore à un frein constitué par la survivance de préjugés dépassés ;

— lui assurer sans aucune discrimi-

nation son intégration dans la vie économique :

a) égalité de formation professionnelle technique, mêmes écoles, mêmes métiers — ne plus la cantonner dans l'apprentissage des métiers de la couture et de la mode. Pour cela il est nécessaire de repenser les bases de l'enseignement technique en France. La formation devrait être faite dans des branches en rapport avec le développement de la technique aussi bien pour les filles que pour les garçons ;

b) garder présent à l'esprit la question de la réadaptation des femmes à la vie professionnelle après une interruption de plusieurs années en leur facilitant un entraînement constant dans leur qualification par des cours du soir, par exemple. Cette notion de disqualification professionnelle de la femme passé trente-cinq ans ne doit pas nous échapper ;

c) créer des sections spéciales dans les bureaux de placement pour les travaux à mi-temps, mais sans généraliser ce procédé tant que notre économie est basée sur le profit. Seule une économie socialiste pourrait développer cette forme de travail, mais il semble, par contre, impossible qu'actuellement le travail à temps partiel puisse constituer autre chose qu'une généralisation du travail d'appoint et, de ce fait, un abaissement de sa valeur marchande, une dépréciation supplémentaire du travail féminin ;

— améliorer ses conditions de vie :

a) repenser les horaires de travail ; la journée continue présente des avantages dont les femmes seraient les premières bénéficiaires ;

b) continuer notre action en faveur de la réduction de la durée du travail pour l'ensemble de la main-d'œuvre, les charges familiales se trouveraient allégées par la participation de l'homme et de la femme ayant plus de loisirs l'un et l'autre ;

c) planification et modernisation du logement, des services collectifs ménagers (linge, plats cuisinés, développement des crèches, etc.) ;

d) activités culturelles et loisirs, en ménageant quelques heures de détente à la mère, qu'elle soit salariée ou ménagère, par des garderies d'enfants, et, parallèlement, bibliothèques itinérantes à domicile, programmes spéciaux de télévision, etc.

Que de remèdes à apporter ! C'est dans cette recherche et dans l'effort pour y parvenir que chacune d'entre nous doit prendre conscience de son rôle politique.

Le sort des Françaises ne changera que si la France change. Cette modification profonde, le P.S.U. vous appelle à la faire avec lui, de toute sa foi, et de tout son idéal de justice sociale. C'est cela le socialisme !

Catherine Barrois.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

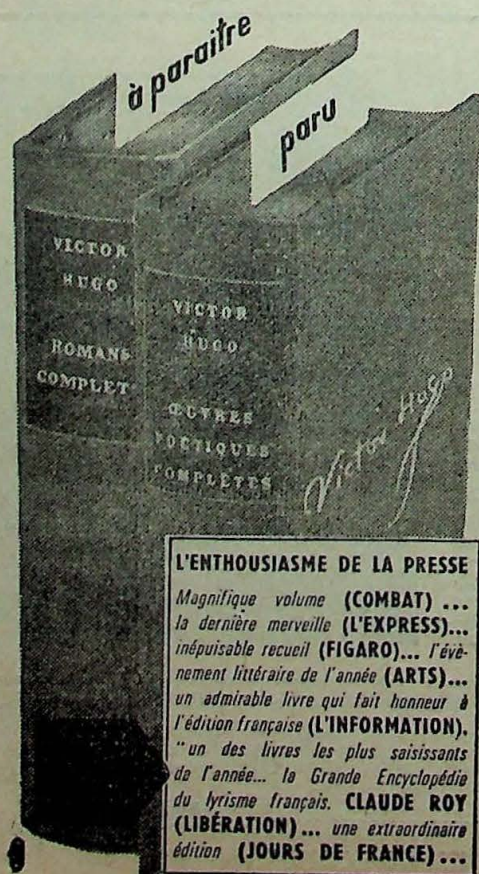
**TRIBUNE Socialiste**

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

## TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de VICTOR HUGO ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (à Librai-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : LES ROMANS

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misérables*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

**PRIX SPÉCIAL** de chaque ouvrage pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements) PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

**BON** à adresser à la Librai-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7°. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 ♦ 3 ♦ 10 versements.
2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librai-Pilote ♦ chèque bancaire ♦ chèque postal à votre compte n° 13.905-31 Paris ♦ mandat de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 ♦ 3 ♦ 8 versements.

Nom ..... Profession .....

Adresse .....

N° C.C.P. ou bancaire : .....

Signature :



# Le Programme du PSU

## POUR UNE DEMOCRATIE NOUVELLE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

**L** E Programme du Parti Socialiste Unifié comporte trois séries de mesures dont nous donnons ici un bref résumé.

### I) Mesures immédiates destinées à détruire les fondements autoritaires du régime :

- dissolution des corps militaires spéciaux (Légion étrangère, parachutistes, etc.) ; épuration et réorganisation de l'armée et de la police ;
- suppression des tribunaux militaires et de tous les tribunaux d'exception ;
- établissement d'un contrôle démocratique sur la radio, la télévision et les moyens d'information étatisés.

### II) Mesures immédiates pour satisfaire les revendications les plus pressantes des travailleurs

Ces mesures doivent avoir pour objectif d'amorcer une large politique d'amélioration et d'égalisation des revenus.

La situation actuelle est intolérable. Les statistiques officielles elles-mêmes révèlent qu'en France les revenus varient dans la proportion de 1 à 400. Cela signifie qu'il y a actuellement dans notre pays des gens qui, dans un mois, gagnent 400 fois plus que les plus mal payés.

De plus, il faut envisager :

- 1° LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL. Le niveau de vie des travailleurs ne doit pas dépendre des heures supplémentaires. Il n'est pas normal que les uns s'en tirent au prix d'un surmenage tandis que d'autres connaissent le chômage partiel ou que les jeunes ne trouvent pas d'embauche.

Le principe du retour aux quarante heures sans perte de salaire doit être décidé.

2° SUPPRESSION DES ABATTEMENTS DE ZONE. Il n'est pas tolérable que certains salariés de province gagnent 25 % de moins que ceux de la région parisienne pour une même qualification.

3° GENERALISATION DU SALAIRE MENSUEL GARANTI. C'est pour le salarié la contrepartie de son engagement dans une entreprise.

4° GENERALISATION DES RETRAITES COMPLEMENTAIRES. Les retraites de la Sécurité sociale sont insuffisantes. Beaucoup de travailleurs font l'effort de cotiser à des caisses de retraites complémentaires. Dans ce cas, le patronat fait un effort parallèle. Mais trop de patrons refusent de négocier avec les syndicats l'affiliation à une caisse de retraites complémentaires.

5° RECONNAISSANCE LEGALE DE LA SECTION SYNDICALE D'ENTREPRISE et extension des pouvoirs des délégués d'entreprises.

### III) Réformes de structures pour instaurer une démocratie nouvelle au service des travailleurs

1° INSTITUTIONS POLITIQUES. Après la forte diminution des « oui », avec une Assemblée nationale où le nombre des députés U.N.R. sera diminué dans d'importantes proportions, la lutte entre de Gaulle et le Parlement va s'accroître. La France risque de connaître une période de crise autrement grave que ne l'étaient les crises ministérielles. Les perspectives confirment ce que le P.S.U. a prévu sur l'instabilité du régime gaulliste.

#### CONTRAT DE LEGISLATURE

La majorité issue du suffrage universel investit le gouvernement chargé d'exécuter le programme sur lequel elle s'est constituée. Le gouvernement est responsable devant l'Assemblée élue par le suffrage universel. Il peut donc être renversé. Mais dans ce cas (ainsi qu'en cas de démission du gouvernement) l'Assemblée est automatiquement dissoute. Ainsi sont écartés à la fois les inconvénients d'un pouvoir personnel et d'un exécutif irresponsable (cas de la V<sup>e</sup> République) et d'une assemblée modifiée en cours de législation par des renversements de majorité ou des combinaisons auxquelles le suffrage universel est étran-

ger (cas de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République où, sous l'influence des puissances d'argent, la majorité de gauche se désagrègeait pour céder la place à des majorités centre-droite).

#### ASSEMBLEE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le P.S.U. se prononce pour la suppression du Sénat et son remplacement par une Assemblée économique et sociale, dotée de pouvoirs lui permettant de jouer un rôle essentiel dans la préparation du plan et le contrôle de son application, ainsi que pour l'élaboration de la législation économique et sociale. Dans cette assemblée, chaque classe sociale doit être représentée proportionnellement à son effectif dans la nation.

#### DECENTRALISATION POLITIQUE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE

L'accroissement des pouvoirs de l'Etat, avec les dangers technocratiques qui en résultent, doit être compensé par l'extension des pouvoirs dévolus aux assemblées locales et régionales.

#### 2° NATIONALISATION SOUS CONTROLE DEMOCRATIQUE DES GRANDS POLES DE DOMINATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE.

Il faut réduire le pouvoir du grand capitalisme et de ses commis dans les décisions de l'Etat, éviter le sabotage par les intérêts privés des décisions prises par les travailleurs eux-mêmes.

Cela doit entraîner LA NATIONALISATION :

- des BANQUES ET DES COMPAGNIES D'ASSURANCES DEMEUREES PRIVEES, pour mettre le crédit au service du plan démocratique ;

- DES GRANDS MONOPOLES ; notamment sidérurgie, pétrole, énergie atomique, construction aéronautique, automobile.

#### 3° INSTAURATION D'UNE VERI-

#### TABLE PLANIFICATION DEMOCRATIQUE ET DECENTRALISEE.

Ainsi éloignée de l'actuelle planification française dont les décisions ne sont pas imposées aux intérêts privés et souvent se brisent contre eux, que de la planification autoritaire et bureaucratique de l'Union soviétique, la planification démocratique se caractérise par :

- SES OBJECTIFS : faire valoir la satisfaction des besoins prioritaires des masses populaires (logement des classes populaires, écoles, hôpitaux, etc.) ;

- SES METHODES : le plan doit être obligatoire pour toutes les branches de l'économie. Le choix des objectifs essentiels doit être fait par le plus grand nombre possible de citoyens (donc, après les délibérations des assemblées régionales et avis de l'assemblée économique, par l'assemblée élue au suffrage universel).

4° DROIT AU LOGEMENT. Création d'un Service national de l'Habitat, disposant de la totalité des ressources financières aujourd'hui dispersées dans des organismes multiples - les fonds d'Etat représentant actuellement 60 % des investissements réalisés dans la construction (sans compter les primes et les prêts : mais cet effort est souvent détourné de son but.

#### 5° DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

La situation actuellement est bien connue : refus de dizaines de milliers d'élèves, manque de professeurs et de locaux... Une structure confuse, par suite de multiples replâtrages faits sans conception d'ensemble.

Le P.S.U. se prononce pour :  
- UN SERVICE NATIONAL LAIQUE et unique, ce qui implique à la fois la nationalisation de l'enseignement « libre » et le regroupement de toutes les formes d'enseignement re-

levant aujourd'hui d'autres administrations ou de secteurs capitalistes.

- L'AUGMENTATION CONSIDERABLE des crédits de l'Education nationale permettant :

- la prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans ;

- la gratuité totale et réelle de l'enseignement à tous les niveaux (y compris le préscolaire pour les études poursuivies après 18 ans) ;

- la création d'un service autonome géré démocratiquement (représentants du pouvoir politique, des parents et des maîtres) ;

- une réforme organisant une orientation qui corrige, au lieu de les aggraver, les inégalités sociales (établissements scolaires, uniques pour les enfants jusqu'à 15 ans).

### IV) Problèmes internationaux

Le P.S.U. ne veut pas se résigner à la division du monde en deux camps. Il refuse tout alignement sur l'un ou l'autre bloc.

Hostile à la force de frappe gaulliste, il s'oppose également à l'armement nucléaire de l'Allemagne de l'Ouest par les Etats-Unis et de la Chine par l'U.R.S.S.

Le P.S.U. est favorable à la coopération étroite des travailleurs européens en vue de faire triompher les revendications communes et d'opposer à l'Europe des cartels une Europe socialiste.

Il se prononce pour l'élargissement de l'Europe intégrée par l'admission dans le Marché commun de la Grande-Bretagne et les Etats neutres.

Pour le désarmement général progressif et contrôlé, il estime que les premiers objectifs à atteindre sont l'arrêt des expériences nucléaires, le désarmement atomique et le désengagement militaire de l'Europe.

L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE ET DES ETATS-UNIS DE 1917 A NOS JOURS

# LES DEUX GEANTS

**ARAGON - ANDRÉ MAUROIS** DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

5 magnifiques volumes 245 x 310

Une base essentielle inédite et accessible de documents sur l'histoire et le développement dans toutes les branches de l'activité humaine des "DEUX GEANTS".

- Près de 2.000 pages et plus de 2.000 illustrations en couleurs et en noir, pour une grande part inédites.
- Illustrations en couleurs "procédés quadrichromie offset".
- Triptyques panoramiques en six couleurs de 0,96 m.
- Gardes imprimées en or mat filigrane aux armes des "Deux Géants".
- Reliure pleine peau balafort ouatinée.
- Des Jansonnistes.

**BON DE DOCUMENTATION GRATUITE**  
à expédier au Centre Français d'Édition et de Diffusion  
6, rue des Saussaies - PARIS 8<sup>e</sup>

M \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Départ. \_\_\_\_\_

Je désire être documenté, sans engagement de ma part sur la collection "LES DEUX GEANTS" et plus particulièrement sur les conditions privilégiées réservées aux lecteurs de la

TRIBUNE SOCIALISTE



# LA VÉRITÉ SUR LE FAMEUX

A l'approche des élections, le gouvernement a multiplié les petits cadeaux : hausse du S.M.I.G., des allocations familiales, des rentes viagères... Pour piper quelques voix, l'U.N.R. et ses alliés ont consenti en quinze jours plus qu'ils n'avaient accordé aux travailleurs en dix-huit mois; ceci déjà suffit à caractériser une politique qui devait, paraît-il, « rénover les mœurs politiques », grâce à un pouvoir « qui ne recule pas ».

C'est que le régime veut faire oublier ses débuts profondément anti-sociaux. Rappelez-vous : de 1958 à 1960, la dévaluation de 20 p. 100, la hausse des prix qui s'en est suivie, puis le chômage et la réduction des horaires, entraînant une forte réduction du pouvoir d'achat ouvrier, encore aggravée par la stagnation des prestations familiales, alors que les prix montaient... Tout cela, le régime veut le faire oublier. Il veut aussi faire oublier les imprudences de langage de M. Debré, et sa fameuse lettre au patronat, interdisant d'accorder des hausses de salaires de plus de 4 p. 100.

Pour faire oublier tout cela, le pouvoir cède... quitte à augmenter l'an prochain les impôts, pour financer ses concessions électorales. C'est malhonnête, et c'est trop tard. Car les Français, même s'ils « ont la mémoire courte », gardent un souvenir assez précis de ce qu'a été la V<sup>e</sup> République, depuis quatre ans et demi, jusqu'à la chute du gouvernement et au mois précédent les élections.

Au terme de cette législature, qui a vu à l'œuvre l'U.N.R., les Indépendants, le M.R.P. — avec, pendant un temps, l'appui de la S.F.I.O. — quel bilan dresser de la V<sup>e</sup> République ? A-t-elle accompli les « miracles économiques » dont elle se vante ? Quelles réalisations sociales peut-elle mettre à son actif ? N'a-t-elle pas plutôt mis son cœur — et notre argent — dans des dépenses de faste ou de guerre, inutiles aux Français ? Nous répondons ici à toutes ces questions.

M. Rungis.

TOUT n'est pas faux dans les affirmations officielles sur le « redressement économique et financier français » des dernières années. En quatre ans et demi, la production nationale a augmenté de quelque 22 p. 100 et la production industrielle de 30 p. 100. Cela représente un rythme moyen d'un peu plus de 4 p. 100 par an pour l'ensemble de la production, et de 7 p. 100 pour les fabrications industrielles.

Pas mal, n'est-ce pas ? Mais c'est tout de même moins que le rythme d'expansion antérieur, qui avait été de quelque 5 p. 100 par an pour la production totale et de près de 9 p. 100 pour la production industrielle. Loin d'être en progrès, par rapport au rythme antérieur d'expansion, l'économie française a, sous la V<sup>e</sup> République, progressé moins vite.

## Du chômage de 1958-1959...

Pourquoi ? Précisément à cause des mesures de « redressement financier » prises par l'équipe de Gaulle-Pinay, à la fin de 1958 et au début de 1959, pour mettre fin à l'hémorragie de dollars ; ces mesures ont aggravé l'effet de l'« opération 20 p. 100 » du président du Conseil radical Félix Gaillard et celui de l'« opération vérité-des-prix » du président M.R.P. Pflimlin, qui avaient, dès 1957 et 1958, le même objet.

La dévaluation de décembre 1958, et les hausses de prix dont elle s'est accompagnée, ont stoppé pendant plus d'un an l'activité économique, provoquant le chômage dans l'industrie et une baisse substantielle du niveau de vie — dépassant parfois 20 p. 100 — des familles ouvrières.

Ce que les Français ne consommaient plus a pu être vendu à l'étranger : d'où un essor considérable des exportations, qui a permis de compenser les achats à l'étranger, mettant ainsi fin au déséquilibre des paiements extérieurs, qui privait peu à peu la Banque de France de son or. Ce redressement des finances extérieures, qui était nécessaire, est incontestable.

Mais à quel prix ? La hausse des prix de détail, provoquée par la dévaluation, a à ce point réduit la consommation des familles populaires que nombre d'usines françaises ont dû réduire leur activité, faute de clients. La stagnation économique de 1958-1959 n'a pas d'autre secret. C'est de propos délibéré

que de Gaulle, Pinay et Debré ont provoqué à ce moment la hausse des prix et le chômage. On ne saurait s'étonner de retrouver l'une et l'autre dans les statistiques.

## ...aux hausses de prix actuelles

Les hausses de prix ne se sont d'ailleurs pas arrêtées là. Assoupiées en 1960, elles ont repris l'an dernier et n'ont pratiquement plus cessé depuis. Les chiffres cités ci-contre sont éloquentes, à cet égard, et montrent bien le caractère mensonger des vantardises officielles sur la « stabilité » : depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République les prix ont monté de 19 p. 100, de l'aveu même des statistiques officielles.

Les prestations familiales, qui ont augmenté moins vite, ont vu leur pouvoir d'achat baisser sous la V<sup>e</sup> République. Quant aux salaires des ouvriers, des employés et des petits fonctionnaires, s'ils ont progressé, ce n'est pas grâce au gouvernement, mais contre lui. Rappelez-vous la fameuse phrase de de Gaulle : « Le pouvoir ne recule pas » ; rappelez-vous aussi la lettre de Debré au patronat sur les 4 p. 100 d'augmentation des salaires à ne pas dépasser ; rappelez-vous encore les palinodies de Pompidou, au printemps dernier, pour renvoyer à l'automne l'examen des revendications des salariés.

Le résultat est clair : les salaires ont augmenté sous la V<sup>e</sup> République, grâce à la lutte des travailleurs, mais beaucoup moins vite qu'avant. Ceci s'ajoutant au retard des prestations familiales sur les prix, le pouvoir d'achat de la famille ouvrière moyenne n'a progressé que de 10 p. 100 environ en cinq ans, celui de la famille d'employés de 12 p. 100, et celui de la famille du petit fonctionnaire de 6 p. 100. Le record — si l'on peut dire — est détenu par les familles des salariés du secteur nationalisé, dont le niveau de vie dépasse encore à peine (2 à 4 p. 100), dans bien des cas, celui de 1957 !

## Ceux qui ont profité du régime

Mais, direz-vous, à qui donc a profité l'enrichissement national qui s'est produit pendant cette période, et que l'on peut chiffrer à 18 p. 100 par habitant pour cinq ans ? A d'autres que les familles populaires, évidemment.

Pas aux vieux, dont la misère reste évidente : la moitié des ménages de personnes âgées n'ont pas le S.M.I.G. pour vivre !

Pas aux petits paysans des régions dévalorisées, non plus : l'exode rural vers les villes montre assez combien le sort de ces cultivateurs est dramatique. Mais, alors, à qui a profité la V<sup>e</sup> République ?

Aux autres, évidemment. Et l'Institut national de la statistique, organisme officiel, lui aussi, l'indique : les cadres — dont le niveau de vie familial a progressé du cinquième environ — et surtout les industriels (en particulier le grand patronat, dont les affaires ont le plus prospéré), les commerçants des villes (dont les bénéfices suivent généralement les prix), de très nombreux membres des professions libérales.

D'autres ont encore plus profité de la V<sup>e</sup> République, capitaliste comme ses devancières ; ce sont les spéculateurs en Bourse,

- Les classes privilégiées part de l'enrichissement
- Les inégalités sociales des familles populaires.
- Le logement, les écoles des vieux ont été négligés

dont les profits ont augmenté des trois quarts depuis mai 1958, grâce aux bénéfices réalisés par les grandes sociétés, sur le dos des salariés et des consommateurs.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater qu'à des exceptions près les catégories de Français qui ont été avantagées par l'évolution des dernières années sont justement celles dont les revenus étaient déjà les plus hauts. La V<sup>e</sup> République a ainsi aggravé les inégalités sociales, déjà monstrueuses en France puisque la hiérarchie des revenus y va de 1 à 2.000, depuis le vieillard économiquement faible jusqu'à la « grande famille », dirigeante de trusts multiples.

## Scandales de la construction hausses de loyers...

Mais on ne saurait dresser un bilan économique et social de la V<sup>e</sup> République en s'en tenant aux seuls revenus des Français. D'autres aspects doivent être étudiés : le logement, les écoles, les hôpitaux.

La construction a beaucoup fait parler d'elle sous la V<sup>e</sup> République. Mais pas pour le bon motif. C'est de scandales que nous avons été rassasiés, non de logements : scandale du C.N.L., dans lequel ont été mêlés le député U.N.R. Le Tac (qui avait touché 33 millions du C.N.L. pour éditer un journal électoral, vite disparu), l'architecte Poullon, dont les amitiés politiques étaient également bien connues (des réceptions de dirigeants U.N.R. étaient organisées sur le trop fameux chantier du « Point-du-Jour »...).

Scandale de l'Immobilier Lambert, aussi, dont les souscripteurs n'ont pu obtenir — malgré une décision de justice — des ministres de la V<sup>e</sup> République qu'ils leur communiquent les pièces comptables qui leur auraient permis de se faire rendre justice et d'être remboursés du trop perçu.

Plus régulièrement encore que les scandales, les hausses de loyer se sont succédées ; sous les prétextes les plus divers, et parfois sans motif aucun, l'idéal avoué du régime étant le retour à la liberté des loyers.

La construction, elle, a été plus modeste !

DANIEL LIGOU

## HISTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE (1871-1961)

LETTRE-PRÉFACE DE PIERRE MENDÈS-FRANCE

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

w.l. shirer

## LE TROISIÈME REICH

Le classique indispensable d'une aventure dont nous avons tous souffert.

STOCK

edward behr

## DRAMATIQUE ALGÈRIE

La première histoire objective d'une terre pour laquelle deux communautés ont accepté de se battre et de mourir.

STOCK



# REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

on achève cette année tout juste autant de logements qu'on en avait mis en chantier en 1958 (310.000); même le patronat du bâtiment crie à la stagnation, soulignant que la France vient au neuvième rang en Europe, sur quatorze !

Et pourtant, l'enquête que vient de publier l'administration montre l'urgence d'une politique d'envergure dans ce domaine : quinze ans après la fin de la guerre, deux millions de logements sont encore surpeuplés en France, dont 630.000 dans la seule région parisienne et 330.000 autres dans les villes de plus de 100.000 habitants.

Six logements sur dix datent d'avant 1914, deux sur trois n'ont pas d'équipement sanitaire normal... Encore convient-il d'ajouter que le tout petit effort fait ces dernières années l'a surtout été en faveur de la construction privée, la plus chère, donc celle qui répond le moins aux possibilités des familles

ont confisqué une énorme national.

sont accrues, au détriment

les hôpitaux, les retraites

populaires, grandes victimes de la crise et du surpeuplement. Les grandes banques et les sociétés immobilières, elles, y ont évidemment trouvé profit. Là encore, les préférences du régime apparaissent clairement.

## La grande misère des écoles

Des écoles, on pourrait, hélas ! parler longtemps, tant la pénurie reste grande. Les majorations de crédits accordées pour les constructions scolaires ont été en partie absorbées par la hausse des prix. La fraction qui ne l'a pas été est toujours demeurée très en deçà non seulement de ce qui aurait été nécessaire pour accueillir normalement les enfants, mais même des plans gouvernementaux élaborés antérieurement pour faire face à la poussée démographique.

Dans les villes, les enfants ont donc continué à s'entasser à 40, parfois plus, dans les classes, la crise aiguë passant du primaire au secondaire, avant d'atteindre — toujours faute de locaux et de maîtres — l'Université. Cette année, deux cent mille élèves sont restés à la porte des collèges d'enseignement technique. En Faculté, il n'est pas rare qu'un cinquième seulement des étudiants puissent assister aux cours !...

Misère des écoles, misère des hôpitaux, aussi ; ils sont les plus vieux d'Europe.

S'il est vrai que la France consacre à aider les peuples sous-développés le taux le plus fort du monde (2,5 p. 100 de son revenu national), il faut noter que ce taux était le même du temps de la IV<sup>e</sup> République. Encore n'est-il pas sûr qu'il soit maintenu, puisqu'une fois l'indépendance de l'Algérie acquise, la V<sup>e</sup> République a réduit l'aide éco-

nomique à ce pays, pourtant si largement promise à l'époque du « plan de Constantine » et des discours sur « la France de Dunkerque à Tamanrasset ».

## Le gouffre des dépenses militaires

Ceci aussi en dit long sur la sincérité des déclarations gouvernementales concernant l'aide aux « peuples de la faim ». C'est là un thème familier à la diplomatie de la « grandeur » ; mais c'est à condition que les pays indépendants d'Afrique restent pleins de révérence à l'égard du chef de l'Etat et qu'ils acceptent de soutenir la politique étrangère française.

Sinon, leur faim restera insatisfaite... Sékou Touré s'en est aperçu le premier, Bourguiba aussi, un peu plus tard. C'est aujourd'hui le tour de l'Algérie : si elle se montre insuffisamment docile, elle risque de se voir couper les vivres par de Gaulle. Comme si les raisons fondamentales de solidarité, qui doivent nous faire aider ces peuples trop longtemps exploités, disparaissent le jour où ils s'émancipent effectivement !

Mais, alors, à quoi la V<sup>e</sup> République a-t-elle employé l'expansion nationale, si ce n'est pas l'aide aux sous-développés qui explique l'absence de politique sociale en France ?

A quoi ? La guerre d'Algérie, de mai 1958 à Evian, a coûté quelque 4.000 milliards. Chacune des années pendant lesquelles le pouvoir a refusé d'admettre l'indépendance de l'Algérie, condition de la paix, a coûté 1.000 milliards de dépenses perdues, sans compter les morts !

Ce n'est pas tout. Par rapport au budget de 1958, les dépenses militaires ont été accrues de 265 milliards en 1959, de 325 l'année suivante, de 360 en 1961 et de 430 cette année. Soit 1.380 milliards de supplément en quatre ans ! De quoi bâtir 300.000 H.L.M. de plus pendant cette période !

Cette priorité absolue pour l'armée, loin de diminuer avec la fin de la guerre d'Algérie, risque de se renforcer en 1963, si l'équipe gaulliste reste au pouvoir. Le projet de budget qu'a déposé M. Pompidou prévoit 125 milliards de dépenses militaires en plus, et cela malgré la démobilisation de 235.000 hommes.

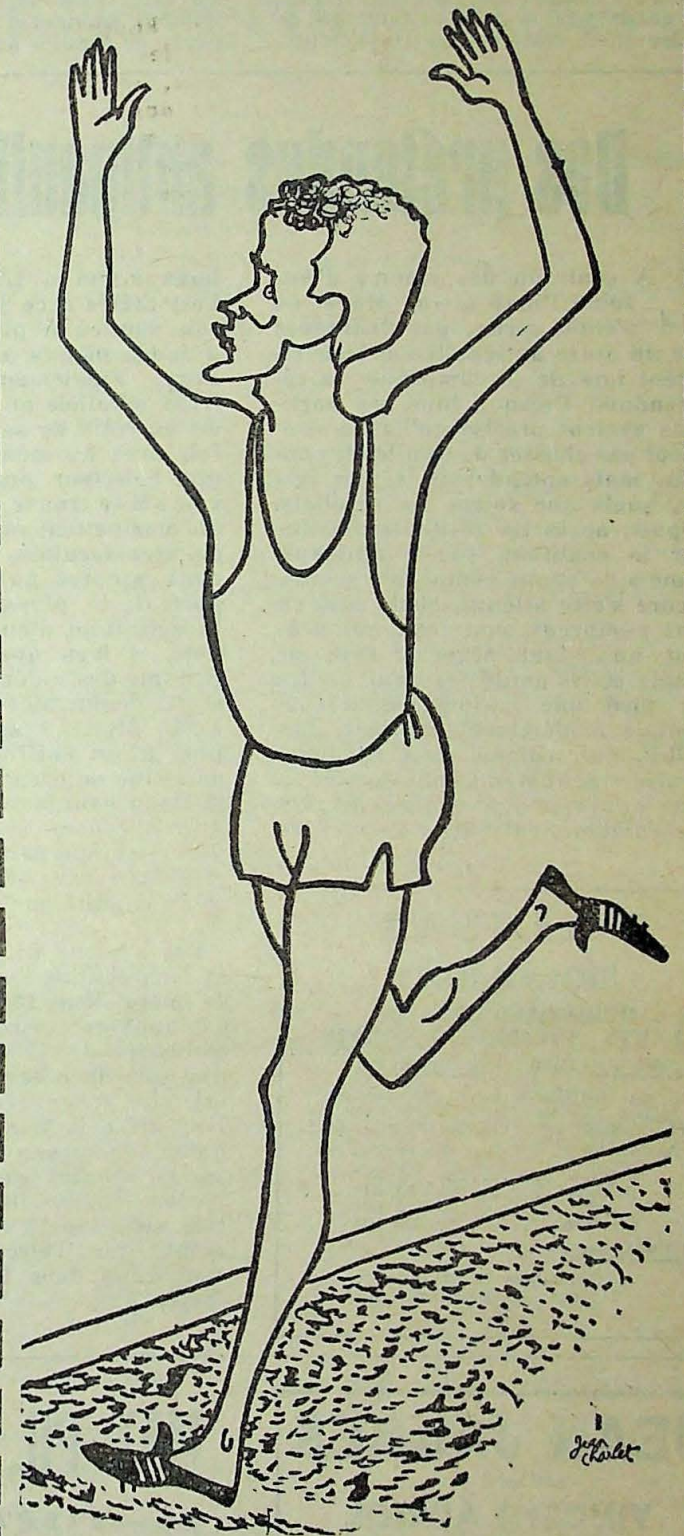
Pourquoi ? Mais parce qu'il faut payer la « force de frappe », indispensable, estime le chef de l'Etat, à sa politique de prestige international. A elle seule, cette « petite bombe H » et ses accessoires risquent de coûter 240 milliards aux contribuables l'an prochain (le prix de 50.000 H.L.M.).

C'en est assez ! Les Français ne veulent plus de cette politique de fausse grandeur, dont le coût empêche de construire les écoles, les logements, les hôpitaux dont ils ont besoin. Ils ne veulent plus que les classes privilégiées accaparent à leur profit une portion croissante de la richesse nationale.

Ils ne veulent plus que s'aggravent les inégalités sociales, que se creuse l'écart entre les parias de la nation — vieux, petits salariés, familles, exploitants agricoles des régions déshéritées — et les privilégiés de la fortune, complices — conscients ou non — d'une exploitation capitaliste éhontée que le régime gaulliste maintient en place.

Les Français en ont assez. Ils le montreront le 18 novembre, en arrachant à la V<sup>e</sup> République son masque de la « grandeur », qui ne parvient plus à dissimuler une politique franchement réactionnaire.

## LE DESSIN DE JEAN CHARLET



JAZY, candidat U.N.R. ou...

les mauvaises habitudes.

TOUTES LES EDITIONS FRANÇAISES

Les derniers microsillons

NOUVELLE LIBRAIRIE  
DU GLOBE

2, rue de Buci - PARIS-6<sup>e</sup> - DAN. 54-99

9 h. 30 à 19 h. — Métro : ODEON

ÉDITIONS DE MOSCOU

BUDAPEST — PEKIN — PRAGUE

en langue française

Catalogues gratuits sur simple demande

pierre mendès france

la république moderne

100.000 ex.

en 15 jours

nrf

COLLECTION

idées

2<sup>NF</sup>  
90 le volume



# Forces et faiblesses du régime gaulliste

Le régime gaulliste a subi, lors du dernier référendum, un échec assez grave qui peut être pour lui le commencement de la fin, à condition cependant que cet échec soit suivi rapidement d'autres coups graves et que ses capacités de manœuvre soient de plus en plus réduites. Pour obtenir ce résultat, il faut se garder de le sous-estimer et de croire qu'il restera inactif et n'utili-

lisera pas toutes les ressources qui sont à sa disposition.

Notons d'abord que l'adoption (probable malgré le recours au Conseil constitutionnel) du projet de loi sur l'élection du président de la République au suffrage universel lui donne une arme nouvelle en lui permettant de jouer avec la menace d'une démission, suivie d'une réélection du général de Gaulle au suffrage univer-

sel. Si l'on ajoute à cela tout l'arsenal déjà existant dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République, force est bien d'admettre que, face à une Assemblée débarrassée d'une partie de ses inconditionnels U.N.R. après les prochaines élections, le président de la République, en faisant quelques concessions mineures sur la façon de nommer le Premier ministre, se trouvera vraisemblablement en mesure de faire face à une petite guerre parlementaire. A moins d'un improbable raz de marée électoral de gauche, la véritable bataille trouvera son centre de gravité hors des débats parlementaires, car la plupart des partis dits d'opposition représentés à l'Assemblée nationale (des indépendants à une partie de la S.F.I.O.), de par leur nature de classe, tiennent beaucoup aux « conquêtes du 13 mai » :

— mise à l'écart des masses populaires pour la discussion des grands problèmes ;

— concentration des forces et des moyens entre les mains d'une petite oligarchie de grands capitalistes et de hauts fonctionnaires pour tout ce qui concerne la politique économique (économie concertée) ;

— limitation de la liberté d'action du mouvement ouvrier (droit de réunion, de manifestation, liberté de l'expression écrite ou filmée, etc.) ;

— tentatives pour renforcer « l'apolitisme » des masses, pour transformer les syndicats en « relais » du pouvoir (selon l'expression de M. Grandval, ministre du Travail).

Tout cela doit amener à constater que la force du régime ne tient pas uniquement à la popularité du général de Gaulle, à ses possibilités de faire des plébiscites, mais aussi au fait qu'il correspond aux tendances autoritaires et antidémocratiques du capitalisme contemporain. Si de Gaulle n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer, pour faire face aux problèmes de la décolonisation, à ceux de la programmation économique (1) nécessaire dans une économie avancée, même basée sur la recherche du profit. De Gaulle est, certes, difficilement supportable en de nombreuses occasions. Les classes dirigeantes renâclent quelquefois devant le coût de sa domination, mais elles n'ont aucune envie de revenir en arrière pour remettre en selle Antoine Pinay ou Paul Reynaud, qui seraient de moins bonnes barrières contre les revendications des classes populaires. Elles chercheront tout au plus à tempérer son arbitraire, tout en acceptant la « modernisation » de la politique qu'il a introduite.

Aussi bien, sur le fond, la faiblesse du régime gaulliste ne se situe-t-elle pas dans son antiparlementarisme, mais dans son caractère oligarchique et antidémocratique. Il ne faut pas gratter beaucoup pour découvrir derrière la façade de la « démocratie directe » un régime féroce opposé au mouvement ouvrier (8 février 1962), désireux de faire payer aux classes populaires le prix de l'adaptation de l'économie à la technique moderne, militariste et belliciste (soutien apporté à Kennedy), clérical (loi Debré), parasitaire (dépenses somptuaires, scandales, force de frappe, etc.). C'est sur ces points-là qu'il faut l'attaquer et non sur son hostilité à la séparation des pouvoirs (qui doit être redéfinie dans une démocratie socialiste).

C'est sa complicité avec le capitalisme actuel qui fait sa faiblesse ; c'est en combattant pour une solution de rechange socialiste que cette faiblesse sera la plus apparente. La perspective d'une démocratie socialiste et nouvelle, contrôlée par les travailleurs et au service des travailleurs, est en effet seule capable de mobiliser des énergies pour porter de nouveaux coups au régime autoritaire gaulliste, nouvelle expression politique de la société de classes.

J.-M. Vincent.

(1) Encore très loin d'une véritable planification.

## Des prétendus antigauillistes

La coalition des « non » d'Antoine Pinay à Guy Mollet ne s'était, certes, pas distinguée par un autre antigauillisme bien virulent lors de la campagne du référendum. Presque tous ses partisans avaient précisé qu'ils ne voulaient pas chasser de Gaulle du pouvoir, mais entendaient le voir rester, quels que soient les résultats. Depuis, après les résultats obtenus par la coalition, son « antigauillisme » de bonne compagnie semble encore s'être atténué, et de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut négocier avec de Gaulle et les gaullistes pour mettre sur pied une majorité gouvernementale modérément gaulliste. Les M.R.P. qui, comme P. Pflimlin et Maurice Schumann, ont appelé à voter « oui », se sont chargés du rôle de médiateurs entre les « oui » et les

bons « non ». L'U.N.R. elle-même s'est prêtée à ce jeu en distribuant son soutien à plusieurs candidats « indépendants », M.R.P. et radicaux. Finalement, une sorte de front parallèle au cartel des « non » est en train de se former, quelquefois avec les mêmes hommes, sans que l'électeur puisse vraiment savoir s'il se trouve en face d'hommes qui combattent ou non la politique gouvernementale. Les intérêts locaux propres aux candidats l'emportent, la plupart du temps, sur la définition d'une politique nationale, si bien que le fameux programme des « démocrates de droite et des démocrates de gauche », cher à Guy Mollet, ressemble de plus en plus à un chiffon de papier que personne ne prend au sérieux. Dans le camp bourgeois, de Gaulle et ses suivants sont encore les seuls à présenter une perspective cohérente et à offrir des gages de continuité et de solidité sur le plan politique.

Les anciens prépondérants de la IV<sup>e</sup> République, les anciens héritiers de la troisième force, les inventeurs des apparentements de 1951, les capitulards de 1958 nous montrent une fois de plus qu'il ne faut rien attendre d'eux. Gageons que si on leur offre la tête de Pompidou et qu'on leur propose un Premier ministre ayant quelques habitudes parlementaires, ils seront satisfaits, très satisfaits (à condition, évidemment, que l'électeur les renvoie nombreux dans le nouveau Parlement).

J.-M. V.

**TRIBUNE Socialiste**  
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : PIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Publicité : Geneviève Mesguiche  
71, rue des Saints-Pères Paris (6<sup>e</sup>)

**JEAN JAURÈS**  
présenté par  
**VINCENT AURIOL**

Un vol. in-16 ..... 9 NF.

★  
**Léon JOUHAUX**  
CINQUANTE ANS DE SYNDICALISME

par B. GEORGE, D. TINTANT, M.-A. RENAULT  
T. I - Un vol. in-8 ..... 12 NF

**PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

**PANTHÉON**  
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
Semaine du 6 au 13 novembre

**A TRAVERS LE MIROIR (V. O.)**

**STUDIO 43** 43, Fg Montmartre PROvence 63-40  
Semaine du 6 au 13 novembre  
Présente un film hongrois inédit  
**LE PROFESSEUR HANNIBAL**  
de Zoltan FABRI

Un film et cruel sur la liberté de pensée.  
Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

## MAX PH. DELATTE

LIBRAIRIE  
133, rue de la Pompe, PARIS-16<sup>e</sup>

■  
Littérature  
Beaux-Arts  
Erudition

■  
TOUS  
LES CLUBS

■  
Service spécial  
de recherche  
d'ouvrages  
EPUISÉS OU RARES

■  
Expéditions en Province  
et à l'Étranger  
Livraison gratuite dans Paris

**LE TERRAIN VAGUE**

Les éditions LE TERRAIN VAGUE  
EDITENT  
**POSITIF (Revue de Cinéma)**  
où se rencontrent et dialoguent différents courants de la CRITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE DE GAUCHE

No 43 : L'AFFAIRE « TU NE TUERAS POINT ».  
44 : CLEO DE 5 A 7.  
45 : BARDEM-LATTUADA.  
46 : FEUX SUR LE CINÉMA FRANÇAIS.  
47 : FEUX SUR LE CINÉMA FRANÇAIS (Suite).  
48 : MARILYN MONROE.  
49 : CINÉMA ET VÉRITÉ.

LE NUMÉRO 3 NF

LE TERRAIN VAGUE - 23-25 rue du Cherche-Midi - Paris

## ÉDITIONS SOCIALES

problème actuel et des solutions...

**L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE**  
par Jacques DUCLOS

le volume de 256 pages ..... 5 NF

Vente Librairies et à Odéon-Diffusion, 24, rue Racine à PARIS 6<sup>e</sup>



# François Maspero, éditeur

40, rue Saint-Séverin, Paris-5<sup>e</sup>

## “ Cahiers Libres ”

1- 2	Pietro Nenni, La guerre d'Espagne .....	12,00
3	Frantz Fanon, L'An V de la Révolution algérienne ....	7,80
4	Georges Suffer, Les catholiques et la gauche .....	7,50
5- 6	Jean Baby, Critique de base .....	9,90
7	Maurice Maschino, Le Refus .....	7,80
8	Paul Nizan, Aden Arabie, préface de J.-P. Sartre .....	7,80
9-10	Giuseppe Boffa, Le grand tournant .....	12,00
11	Robert Barrat, Officiers en Algérie .....	4,50
12-13	Pietro Nenni, Vingt ans de fascisme .....	12,00
14	Le droit à l'insoumission .....	9,90
15	J. Vergès, Défense politique .....	4,50
16	A. Mandouze, La Révolution algérienne par les textes (3 <sup>e</sup> édition remise à jour) .....	9,60
16-18	Marcel Péju, Le procès du réseau Jeanson .....	9,90
19	Maurice Maschino, L'Engagement .....	5,70
20-21	A.-R. Abdel Kader, Le Conflit judéo-arabe .....	21,00
22	Palmiro Togliatti, Le Parti communiste italien .....	7,80
23	Paulette Péju, Les Harkis à Paris .....	épuisé
24-25	J. Grignon-Dumoulin, Fidel Castro parle .....	15,00
25-26	G.-M. Mattéi, Disponibles .....	7,80
27-28	Frantz Fanon, Des Damnés de la terre, préface de J.-P. Sartre .....	13,50
29	Ratonnades à Paris .....	épuisé
30	E. Copfermann, La Génération des blousons noirs ....	8,70
31	E. Che Guevara, La Guerre de guérilla .....	8,70
32-33	Michel Merlier, Le Congo de la colonisation à l'indé- pendance .....	18,30
34	Serge Moureaux, Les Accords d'Évian et l'avenir de la Révolution algérienne .....	épuisé
35	G. Boffa, Les Etapes de la révolution russe .....	4,80
36	Cercle Taleb Moumié, Fidel Castro ou Tschombé ? .....	4,50
37-38	Robert Paris, Histoire du fascisme en Italie .....	13,50

## “ Textes à l'appui ”

1	Jean Jaurès, Les Origines du socialisme allemand .....	7,80
2	Paul Nizan, Les Chiens de garde .....	7,80
3	Jomo Kenyatta, Au pied du mont Kenya .....	9,90
4	Thomas Oppermann, Le Problème algérien .....	15,00
5	V. Lanternari, Les Mouvements religieux des peuples opprimés .....	18,30

Un devoir pour l'« honnête homme » autant que pour le militant politique, dans la France de 1962 : Parvenir à être informé des réalités politiques et sociales du monde entier, malgré tous les barrages et les silences d'une presse souvent commercialisée...

C'est dans ce but qu'a été fondée la collection « Cahiers Libres » qui depuis sa création a payé sa liberté de 15 saisies et d'autres avatars. Elle s'est enrichie d'une collection plus scientifique (« Les Textes à l'appui ») et d'une collection littéraire (« Voix ») et enfin d'une revue bimestrielle qui s'efforce de serrer l'actualité de plus près (« Partisans »). C'est ainsi qu'envers et contre tout peuvent être publiés à la fois des études de base et des documents de choc, irremplaçables, où l'on trouve les grands noms de la Gauche mondiale.

Ces collections se trouvent dans toutes les bonnes librairies. On peut également s'abonner (pour toute documentation, renvoyer le bulletin ci-dessous).

## “ Voix ”

1	Hocine Bouhazer, Des voix dans la casbah .....	4,80
2	Malek Haddad, Ecoute et je t'appelle .....	7,80
3	G. Chaliand, Poésie populaire des Turcs et des Kurdes ..	7,80
4	Le Romancero de la Résistance espagnole .....	21,00
5	Nazim Hikmet, En cette année 1941 .....	9,60
6	Les enfants d'Algérie (récits et dessins) .....	16,50

## “ Libertés ”

1	Zohra Drif, La Mort de mes frères .....	1,00
5	Moussa Lachtar, La Guillotine .....	1,50
6	M. de Andrade, Liberté pour l'Angola .....	2,70

## “ Partisans ”

1	Octobre 1961 : Vercors, D. Dolci, N. Guillén ; Le Dossier de la génération algérienne, etc. ....	3,90
2	Décembre 1961 : Numéro spécial : Cuba révolutionnaire : F. Castro, Che Guevara, O. Dorticos, etc. ....	5,40
3	Février 1962 : Hommage à Frantz Fanon etc. ....	3,90
4	Avril 1962 : Fidel Castro, Francis Jeanson, Agostinho Neto, etc. ....	3,90
5	Juin 1962 : Après le cessez-le-feu — L'Inde et les mirages de la troisième voie — Le Cinéma hors-la-loi — Jomo Kenyatta et l'unité africaine, etc. ....	4,50
6	Octobre 1962 : Numéro spécial : La Gauche occidentale et le Tiers Monde .....	3,90
7	(Sous presse) Révolution africaine ? (Algérie, Égypte, An- gola, Guinée, Kamerun, Niger, etc.) .....	4,50

BON A DETACHER ET A RENVOYER  
à François Maspero, éditeur, 40, rue Saint-Séverin, Paris-5<sup>e</sup>

NOM ..... PRENOM .....

Adresse .....

désire recevoir une documentation gratuite sur :

- Les éditions Maspero
- L'abonnement aux « Cahiers Libres »
- L'abonnement à la revue « Partisans »

....., le .....

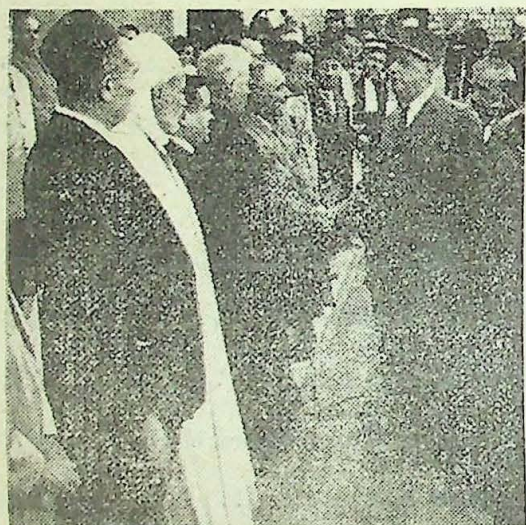


# ALGÉRIE

La guerre d'Algérie est aujourd'hui terminée et la propagande gouvernementale voudrait mettre cette paix au compte du régime. Mais chacun se souvient qu'en 1958 les candidats de l'U.N.R. juraient de maintenir l'Algérie française...



**1** ...Le retour du général de Gaulle au pouvoir avait été imposé par l'insurrection du 13 mai, à Alger. De Gaulle criait alors lui-même « Vive l'Algérie française ! »



**2** En fait, il savait que le régime colonial était condamné, mais il voulait éviter l'indépendance. Son but était de refaire, avec des notables algériens, ce qui avait été fait jadis en Indochine avec Bao-Daï.



**3** C'est ce qui explique que de Gaulle ait tant tardé à ouvrir une véritable négociation. Aux officiers, il promettait de ne jamais rien céder au F.L.N.



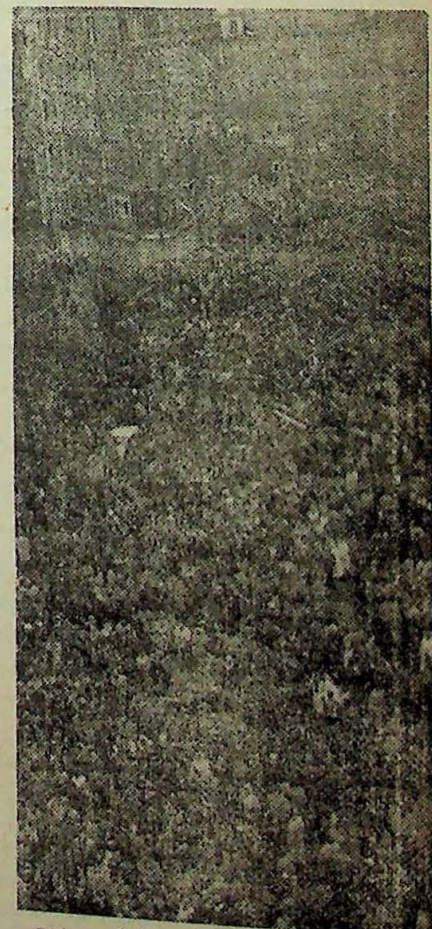
**4** Mais de Gaulle n'a pas réussi à trouver des Bao-Daï algériens. Après avoir poursuivi la guerre pendant quatre ans, il a dû accepter que l'Algérie devienne un État indépendant. Une des raisons qui ont obligé de Gaulle à changer de politique est l'hostilité croissante du peuple français à la guerre...



**5** ...Le P.S.U. a été à la tête de la lutte pour la paix. Secouant l'apathie des autres organisations de gauche, il a pris l'initiative de manifestations de rues.



**6** Dans le même temps, le P.S.U. s'adressait aux syndicats dont les appels permirent d'étendre l'ampleur de ces manifestations. Le gouvernement gaulliste eut alors recours à la répression.



**7** Mais cette répression eut pour résultat de décupler les énergies. La formidable manifestation du 13 février 1962 montra au pouvoir qu'on ne pouvait plus indéfiniment ignorer la volonté populaire.

**COLETTE AUDRY**

**derrière la baignoire**

« Colette Audry vient de réussir un joli tour de force : écrire une histoire de chien qui est un livre sur l'amour. »

JACQUELINE PIATIER - (LE MONDE)

**nrf**

collection années tournantes

h-mau-h. krausnick

**le national-socialisme**  
allemagne 1933-1945

préface d'alfred grosser

de la conquête du pouvoir par les nazis à l'écrasement final du Troisième Reich. Un document passionnant et bouleversant qui vient à son heure.

Un vol. 10 nf.

**casterman**



# L'Avenir de la paysannerie

LES gaullistes inconditionnels, qui n'en sont plus à une vantardise près, prétendent que la V<sup>e</sup> République a aussi une politique agricole. Quelles raisons avancent-ils ? La loi d'orientation de l'été 1962 reconnaissent, certes, la nécessité d'une transformation profonde des structures paysannes : elles ont posé le problème dans

des termes étroitement limités, mais ne l'ont pas résolu !

Si elles ont un mérite, c'est d'avoir éveillé la conscience devant le problème. Que ces textes, auxquels s'est trouvé contraint le gouvernement, marquent l'abandon de l'habituelle « politique de protection des prix » n'est pas un mérite en soi ! Aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne peut plus actuellement et sérieusement la défendre.

L'agriculture française, en effet, est conditionnée désormais par une série de facteurs nouveaux ne lui permettant plus de s'équilibrer dans ses structures traditionnelles :

— d'abord, l'entrée de la France dans le Marché commun agricole intensifiera la concurrence en élargissant le marché au-delà des frontières et, par conséquent, menacera des centaines de milliers de petits exploitants, peu aptes, par leurs propres moyens, à se défendre ;

— ensuite, les « réformes » gaullistes aboutiront, dans un plus ou moins long terme, à l'établissement de structures nouvelles « néo-capitalistes » par le mécanisme de concentrations, d'intégration et d'intervention étatique, dont l'effet le plus spectaculaire sera la transformation des exploitants en salariés de la Haute Banque ou de vedettes de cinéma ;

— d'autre part, la prise de conscience chez les jeunes agriculteurs, leur combativité et le dynamisme de leur action syndicale ;

— enfin, le refus paysan de se contenter d'intentions et leur volonté de voir de vraies réformes inscrites dans les faits.

Depuis 1958, les gaullistes prétendent que la paysannerie connaît la prospérité ! La paysannerie rectifiera d'elle-même. Et l'opinion publique, en général, expliquera, peut-être, les manifestations de tracteurs sur les routes, les jacqueries régionales, les grèves administratives...

L'action paysanne ne se contente pas aujourd'hui de défendre le niveau de vie des travailleurs de la terre, mais se préoccupe d'organiser la profession agricole et la commercialisation des produits de la terre. Des expériences d'agriculture de groupe ont été réalisées dans de nombreux villages : leur réussite, difficile et hypocritement entravée par les exploitants de la terre, est un fait et c'est un fait capital. Les résultats obtenus ne l'ont été que parce que les paysans ont su se grouper pour les arracher au pouvoir.

Là, est la voie de l'avenir.

Le P.S.U. refuse la démagogie et le poujadisme, même s'il est « de gauche ». Il est le seul parti à avoir soutenu les expériences d'agriculture de groupe débouchant sur une véritable coopération au stade de la production. Il est le seul à promouvoir un programme agricole destiné à moderniser l'agriculture, selon une voie non capitaliste, ce qui est une nécessité absolue ; il est le seul à proposer une organisation structurelle évitant la ruine des exploitations viables et à lutter contre la spéculation foncière (municipalisation du sol) ; il est le seul à proposer les voies d'une agriculture socialiste où le paysan travaille à une part majeure dans l'exploitation et la distribution des produits de la terre.

Paysans, en mettant votre bulletin dans l'urne, vous saurez reconnaître vos véritables défenseurs. Au nom de « l'unité paysanne », on cherche à vous livrer à ceux qui ne vous ont jamais réellement défendus. Refusez de les écouter.

Votre avenir est en vous. Défendez-le dans une alliance étroite avec les travailleurs des villes qui œuvrent à l'avènement d'une démocratie socialiste, synonyme de responsabilités et de haut niveau de la vie.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

J. P.

A B C D E F

# JULLIARD

## GILLES MARTINET

### le marxisme de notre temps

« Appliquer la méthode critique du marxisme au marxisme lui-même, mettre ainsi en lumière les contradictions de la société socialiste, confronter ces contradictions à celles que développe le capitalisme de la troisième évolution industrielle. Puis tracer à partir de cette double analyse les perspectives de la démocratie socialiste, tel est l'objet de ce livre. »

9 NF

## AMAR OUZEGANE

### le meilleur combat

« Le livre d'Amar Ouzegane, émouvant, contrasté, déconcertant, est une contribution précieuse à la connaissance de la première équipe dirigeante de l'Algérie indépendante. »

Jean LACOUTURE "Le Monde"  
16,80 NF

## ERNEST MANDEL

### traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ ?

C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX<sup>e</sup> siècle.

2 forts vol. 45 NF

## WALTER LIPPMANN

### l'unité occidentale et le Marché Commun

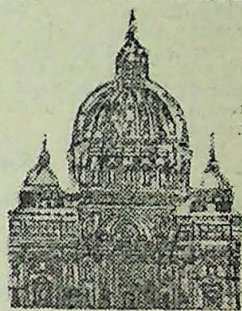
Traduit de l'américain par Hugues de Giorgis

« Walter Lippmann est incontestablement LE principal éditorialiste occidental. ... La série d'articles sur le Marché Commun qu'il vient de réunir en un livre a déclenché une vaste discussion aux États-Unis et en Angleterre. »

6 NF

J.J. SERVAN-SCHREIBER

## TADEUSZ BREZA



### la porte de bronze

chronique de la vie vaticane

Au moment où vient de s'ouvrir le Concile œcuménique, LA PORTE DE BRONZE ouvre sur les coulisses de la Cité de Saint-Pierre des perspectives inattendues.

18 NF

## ISAAC DEUTSCHER



### Trotsky

Tome I  
Le prophète armé 1879-1921

Collection "Les Temps Modernes"

Fondateur de l'Armée Rouge, premier diplomate de la Révolution, Trotsky est à coup sûr une des personnalités les plus discutées. Isaac Deutscher, en recherchant toutes les sources de documentation possible — y compris les archives personnelles de Trotsky — retrace ici un portrait de Léon Trotsky dans toute son authenticité.

24 NF

# FERHAT ABBAS

### guerre et révolution d'Algérie

Tome I  
LA NUIT COLONIALE

« Le livre de Ferhat Abbas contribue à faire comprendre certains aspects du présent... Cette "nuit coloniale" devient soudain lumineuse. »  
Jean DANIEL "L'Express"

10,80 NF

JULLIARD



# Notre programme régional

**V**IVANT au milieu de vous depuis 1919, député et maire de Sceaux depuis la Libération jusqu'en 1958 et contrairement aux candidats parachutés il connaît vos besoins mieux que quiconque et, grâce à sa ténacité, il a pu contribuer à en satisfaire un certain nombre.

Voici un exemple : les banlieusards payaient jadis leurs communications téléphoniques deux fois plus cher que les Parisiens, et dès que les trois minutes fatidiques étaient dépassées, le prix de

la conversation était encore doublé. Un entretien qui coûtait alors 15 francs à un Parisien, coûtait 30 et souvent 60 fr., voire davantage, à un habitant de nos communes. Depreux a demandé l'incorporation de la banlieue dans le réseau parisien. On lui a, à maintes reprises, démontré que c'était impossible. Il ne s'est pas incliné, a multiplié les démarches, déposé une proposition de loi. Enfin, un ministre des P.T.T., qui était un de ses adversaires politiques, M. Duchet, a reconnu le bien-fondé de ses revendications et lui a donné satisfaction. Tel d'entre vous qui paie 100.000 francs par an de redevances téléphoniques, verrait sa note s'élever à 300.000 ou 400.000 fr., sans cette heureuse initiative couronnée de succès après des années d'effort.

Depreux, qui a également déposé une proposition de loi sur l'alimentation en eau de la région parisienne, a décidé de ne laisser aucun répit aux autorités responsables, jusqu'au jour où les mesures indispensables seraient prises. On ne le sait pas assez : nous risquons une véritable catastrophe en cas de sécheresse. Administrer c'est prévoir. Il est évident que l'exercice d'un mandat parlementaire par Depreux facilite ses démarches, de même que celles qu'il accomplit pour la préservation de Paris et de ses environs, des inondations qui peuvent être encore menaçantes.

La qualité de l'eau potable doit être améliorée. Beaucoup d'habitants de Fontenay-aux-Roses notamment de la Cité des Paradis, se plaignent à bon droit de la trouver imbuvable.

Edouard DEPREUX a saisi le préfet de

la Seine et le Syndicat intercommunal des eaux.

Nos transports posent des problèmes incessants. Depreux a demandé une plus grande fréquence des autobus aux heures de pointe, l'extension du métro jusqu'à Châtenay-Malabry et au Plessis-Robinson, l'utilisation sur la ligne de Sceaux de rames de six voitures au lieu de quatre, la prolongation de cette ligne jusqu'au Châtelet où les voyageurs trouveront directement des correspondances qui débarrasseront la gare de Denfert où le soir, vers 19 heures, les usagers connaissent un véritable supplice et une fatigue pénible après leur journée de travail.

Un projet tient à cœur à notre ami : l'utilisation pour les voyageurs de la plate-forme de la ligne de Paris à Chartres envisagée dès avant la guerre de 1914. Comme jadis, pour l'incorporation des réseaux téléphoniques de banlieue dans celui de Paris, on lui démontre que c'est impossible. De la même manière, Depreux insiste et demande qu'on se serve de la ligne déjà existante jusqu'à la gare de Montrouge-Châtillon, et même au seuil de Fontenay-aux-Roses, en attendant son prolongement jusqu'à Sceaux et à Châtenay.

Il y aurait 1.800 millions de dépenses d'infrastructure et 1.100 millions à prévoir pour l'achat du matériel roulant. L'exploitation, nous dit-on, serait déficitaire (dépenses annuelles prévues : 250 millions, et recettes : 50 millions). Ne dépensera-t-on pas davantage si on renonce à utiliser ce qui existe déjà ? Un plan d'ensemble des besoins de trans-

ports doit être établi et, en ce qui concerne l'exploitation, une véritable coordination, notamment entre la S.N.C.F. et la R.A.T.P., est prévue. Le tronçon de voie ferrée existant est susceptible d'être desservi : à la station de la Maison-Blanche, à Clamart (sur la route de Châtillon), des quartiers de Malakoff, Montrouge et Châtillon, où sont déjà construits, en voie de construction, ou vont être construits, des milliers de logements : 560 à Malakoff, bientôt par la Ville de Paris, 260 au fort de Vanves pour des fonctionnaires, un millier au moins par la Caisse des Dépôts sur Châtillon, d'importants H.L.M. et immeubles privés à Montrouge.

Certains quartiers de Châtillon, Fontenay-aux-Roses, Bagneux, pourront également être desservis.

D'autre part, cette ligne assurerait des communications plus opportunes (à partir de la gare Montparnasse au lieu de Denfert-Rochereau) à de nombreux habitants de Sceaux-Robinson : elle desservirait une région appelée à avoir bientôt, au train où vont les constructions, des centaines de milliers d'habitants — dont elle pourrait d'ailleurs faciliter l'implantation. Elle libérerait quelque peu la ligne de Sceaux, faciliterait les relations entre diverses communes importantes, décongestionnerait les routes d'innombrables autobus et serait plus pratique que ceux-ci pour quantité de travailleurs, étudiants, ménagères ou excursionnistes du dimanche.

Pourquoi, en attendant ces mesures indispensables, ne pas permettre à des voyageurs de quitter, sans payer de supplément, le métro à Saint-Michel ou à l'Opéra, ou à Maubert pour regagner à pied Luxembourg, ou Vavin ou Notre-Dame-des-Champs pour regagner à pied Port-Royal ? Cela contribuerait à débarrasser Denfert.

Le problème n'est pas insoluble : il suffirait, pour éviter les fraudes, de prévoir un système de poinçonnement.

Jusqu'ici le directeur général de la R.A.T.P. a cru devoir s'y opposer. Edouard Depreux est tenace.

Il insistera.

Edouard Depreux vient d'entreprendre de nouvelles démarches auprès de la R.A.T.P. pour la création d'une ligne d'autobus Porte-d'Orléans, Petit-Clamart, légitimement réclamée par de nombreux usagers.

Contre le bruit, il a demandé d'une part que les avions suivent une voie traversant des localités moins peuplées que les nôtres, d'autre part qu'il n'y ait pas d'essais d'appareils à réaction après 22 heures.

E. Depreux a toujours appuyé les démarches des municipalités de toutes nuances, tendant à faciliter les constructions de logements, d'écoles, de stades, de salles de sports. Il n'a cessé de demander qu'un plus grand nombre de logements soient réservés aux habitants de nos communes par les collectivités qui construisent sur leur territoire (Office départemental, Caisse des Dépôts, etc.).

## COMITÉ DE PATRONAGE

**L**E Comité de Patronage de la candidature d'Edouard Depreux et de son suppléant, A. Rastoul, rassemble des hommes et des femmes de notre circonscription appartenant à diverses organisations appelées à constituer le Front socialiste.

Ce qui est réalisé aujourd'hui à Châtenay-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, le Plessis-Robinson et Sceaux, est l'image de ce que sera demain le Front socialiste dans la France entière.

Mme Vve Emmanuel Mounier ; MM. Jean-Marie Domenach ; Paul Fraisse, professeur à la Sorbonne ; Raymond Bedon, directeur de recherches à l'Institut Pasteur, ancien dirigeant national des Auberges de Jeunesse ; Maurice Brassart, professeur, ancien dirigeant national des Jeunesses socialistes ; Raymond Franjou, ancien dirigeant national des Eclaireurs de France ; Marcel Rousseau, ancien secrétaire de l'Internationale des Jeunesses socialistes. M. J. Rehner-Haas, avocat à la Cour.

Ambrun, Mme Bois, Boullias (F.O.), de Beaudoin (C.F.T.C.), Bixmier, Gentil (C.F.T.C.), Guiber, Houis (F.O.), Lebreton (C.G.T.), Lesire-Ogrel (C.F.T.C.), Ripote, Schenck, conseillers municipaux de Sceaux ; Besse.

Besse, ancien maire-adjoint de Fontenay-aux-Roses, Gauvin, ancien maire-adjoint de Sceaux, Jospin, ancien maire-adjoint de Châtillon-sous-Bagneux.

Mme Oberge, MM. Baux, B. un, Lefort, Petit, anciens conseillers municipaux ; Mme Martin, directrice d'école ; Guillemot, F. Lebreton, Tulout, de la C.G.T. ; Arsonneau, de F.O. ; Geoffroy, Le Goff, N. Monier, de la C.F.T.C. ; Grell, Thillet, de la F.E.N. ; Mme Marcheteau, directrice d'école du S.N.I. ; Loubaton, élève de l'École normale supérieure de l'U.N.E.F. ; A. Bostsarron, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Janodet, Metrich, Vissio, des Associations de Parents d'élèves.

### Des déclarations

Mme Vve Emmanuel Mounier : « Tenant essentiellement à rester personne privée, je tiens néanmoins, vu les circonstances exceptionnelles que nous traversons, à témoigner toute ma confiance à M. Depreux et en son action. »

M. Jean-Marie Domenach : « Depuis des années, Edouard Depreux lutte pour la Paix, la Justice et la Liberté. Soyons fidèles à ceux qui sont fidèles. »

M. Paul Fraisse, professeur à la Sorbonne : « Quelle satisfaction que de voter dans un arrondissement où l'on peut confirmer un « Non » républicain en faisant élire un homme qui défendra au Parlement notre idéal socialiste. »

M. G. Tulout (C.G.T.) : « Estimant que seule une véritable union des forces de gauche permettra l'avènement du socialisme, j'invite tous mes camarades de la classe ouvrière de notre circonscription à soutenir Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U. pour que triomphe le Front socialiste. »

M. E. Arsonneau (F.O.) : « Pour le combat que les travailleurs ont à mener pour la défense de leurs droits, nous accordons toute notre confiance à Edouard Depreux, dont l'attachement à la démocratie sociale et ouvrière s'est manifesté sans discontinuité. »

de M. N. Monier (C.F.T.C.) : « Luttant sur le plan syndical pour la satisfaction des besoins des travailleurs, grâce à une planification démocratique, je fais confiance à Edouard Depreux pour qu'il poursuive notre combat sur le plan politique. »

Loubaton (U.N.E.F.) : « Alors que certains prétendent aujourd'hui ouvrir pour la jeunesse française, nous sommes heureux, nous, étudiants, de voir qu'un homme comme Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., porte en lui-même cet immense espoir qu'est pour nous l'avènement de la démocratie socialiste. »

A. Bostsarron (Ligue des Droits de l'Homme) : « Les Droits de l'Homme — et cela comprend bien entendu ceux de la femme et de l'enfant — ne peuvent être défendus que par des hommes libres. »

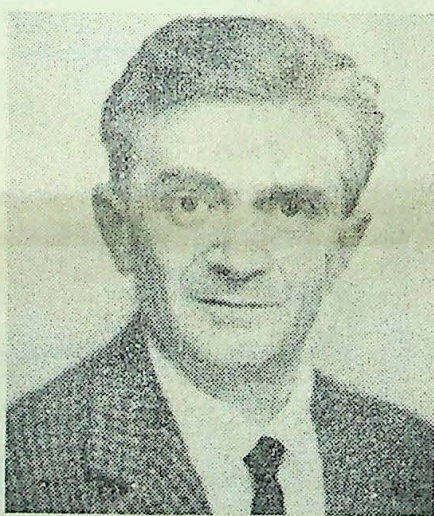
« Toute la vie politique de Depreux est une lutte passionnée contre les procédés de gouvernement fondés sur la ruse, le mystère et la dissimulation. »

« Sa candidature, comme celle du P.S.U. dans tout le pays, permettra aux électrices et électeurs de choisir entre cela et la loyauté à une vraie République. »

VEUVES DE GUERRE, MUTILES, ANCIENS COMBATTANTS !

Edouard Depreux s'est engagé vis-à-vis des dirigeants de vos associations à défendre, comme il l'a toujours fait, vos droits acquis, et à exiger la mise en application du plan quadriennal.

## A. RASTOUL



est ancien adjoint au Maire de Clamart, fonction qu'il occupa de 1947 à 1959.

Vice-président de l'Université Populaire de Clamart et trésorier de la Caisse de Solidarité des Vieux, il n'a cessé de se consacrer à la promotion ouvrière et à la défense des vieux travailleurs.

Actuellement, administrateur civil à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Son violon d'Ingres est l'Histoire Il a écrit, en effet, un ouvrage sur l'histoire de Clamart qui fait autorité puisque l'encyclopédie le cite dans la bibliographie de la ville.

## En avant pour une démocratie moderne

(Suite de la première page)

atteinte à la laïcité de l'école, garantie fondamentale de la paix religieuse, dans la nécessaire et bienfaisante diversité des tendances des croyants et des incroyants. Nos deux principaux adversaires sont MM. Comte-Offenbach et M. de Léotard, l'un et l'autre parachutés d'une manière assez inattendue dans notre circonscription, avec laquelle ils n'ont aucun lien.

M. COMTE-OFFENBACH a été élu, en 1958, avec une croix de Lorraine en guise de programme, député U.N.R. de Romorantin, comme M. Poutier l'avait été ici. Pourquoi n'est-il pas resté fidèle à la petite ville du Loir-et-Cher ?... Parce qu'elle allait lui être infidèle... et parce que, successivement, MM. Joxe, Capitant et Grandval, après avoir étudié la situation et pris, je pense, les conseils du ministre de l'Intérieur, ont renoncé à tenter ici une aventure électorale dont l'issue leur apparaissait incertaine. Il y avait donc une place libre pour un candidat en quête de circonscription. Nous ne sommes plus en 1958. D'une part, la gauche a compris les leçons et, le père, saura en tirer des conclusions. D'autre part, l'U.N.R. subit un évident reflux. Les électeurs qui ont élu M. Poutier en croyant voter pour un gaulliste inconditionnel ont envoyé à l'Assemblée un homme qui est devenu un des pires adversaires du président de la République. Voilà à quoi on s'expose :

1) Quand on n'exige pas de connaître le programme précis des candidats ;  
2) Quand on vote pour des personnes qu'on ignore.

## AMIS, aidez-nous

Nous sommes riches de foi, d'enthousiasme, mais pauvres, très pauvres sur le plan matériel.

Que ceux d'entre vous qui le peuvent remettent leurs oboles à nos amis des six communes de la circonscription ou le fassent parvenir à Geneviève Depreux, 34, boulevard Desgranges, à Sceaux, chargés de l'organisation matérielle de la campagne électorale.

Merci à tous.

## UN AVOCAT PARLEMENTAIRE doit-il continuer à exercer sa profession

OUI, ont répondu de nombreux avocats et on sait à quels excès déplorables a conduit ce cumul.

NON, a répondu presque seul EDOUARD DEPREUX.

Il a systématiquement renoncé à exercer sa profession d'avocat, lorsqu'il a siégé dans des Assemblées.

C'est un exemple qui gagnerait à être suivi.

Edouard DEPREUX.